

UNIVERSITÉ DE NANCY. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CLAUSE BÉNÉFICIAIRE
AU
PROFIT D'UN TIERS DÉTERMINÉ
CONTENUE
DANS UN CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE
EN CAS DE DÉCÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Albert DESFRÈRES

L'acte public sera soutenu, le *Samedi 4 Février 1911*,
à 4 heures du soir.

Président : M. BINET, Doyen.
Suffragants : } MM. BOURGART, Professeur.
NAST, Agrégé.

NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
21, Rue St-Dizier (Passage du Casino)

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547422_0030

UNIVERSITÉ DE NANCY. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CLAUSE BÉNÉFICIAIRE
AU
PROFIT D'UN TIERS DÉTERMINÉ

CONTENUE
DANS UN CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE
EN CAS DE DÉCÈS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

Albert DESFRÈRES

L'acte public sera soutenu, le *Samedi 4 Février 1911*,
à 4 heures du soir.



Président : M. BINET, Doyen.
Suffragants : { MM. BOURCART, Professeur.
NAST, Agrégé.

NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
21, Rue St-Dizier (Passage du Casino)

1911

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BINET, I Q.

Doyen honoraire : M. BLONDEL, ✱, I Q.

Doyen honoraire et Professeur honoraire : M. LEDERLIN, ✱, I Q.

MM. BLONDEL, ✱, I Q, Professeur de Code civil.

BINET, I Q, Professeur de Code civil et Chargé du Cours d'Enregistrement, Doyen.

GARNIER, I Q, Professeur d'Économie politique et Chargé du Cours de Législation financière.

BEAUCHET, I Q, Professeur de Procédure civile, Chargé du Cours de Procédure civile (Voies d'exécution), et Chargé du Cours de Législation et Économie coloniales.

BOURCART ✱, I Q, Professeur de Droit commercial et Chargé d'un Cours de Droit commercial (Licence).

GAVET, I Q, Professeur d'Histoire du Droit, Chargé du Cours d'Histoire du Droit privé, et du Cours d'Histoire du Droit et des Institutions juridiques de l'Est.

CHRÉTIEN, I Q, Professeur de Droit international public et privé, et Chargé du Cours de Droit international public (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I Q, Professeur de Droit public et constitutionnel et Chargé des Cours de Droit public (Licence) et de Droit public et Droit constitutionnel comparé (Doctorat).

GÉNY, I Q, Professeur de Code civil et Chargé du Cours de Droit civil approfondi (Doctorat).

MICHON, I Q, Professeur de Droit romain et Chargé du Cours d'Histoire du Droit public.

BROCARD, A Q, Professeur-adjoint et Chargé d'un Cours d'Économie politique (Licence), d'un Cours d'Économie politique (Doctorat) et du Cours d'Histoire des Doctrines économiques.

ROLLAND, Professeur de Droit administratif, Chargé d'un Cours de Droit administratif (Doctorat) et d'un Cours d'Éléments de Droit public et administratif (Capacité).

SENN, Professeur de Droit romain, Chargé d'un Cours de Législation industrielle (Licence) et du Cours de Pandectes.

NAST, agrégé et Chargé du Cours de Droit criminel et du Cours de Droit naturel.

SIMONNET, A Q, Docteur en Droit, Chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

RENARD, A Q, Docteur en Droit, Chargé d'un Cours d'Éléments de Droit civil (Capacité).

MELIN, A Q, Docteur en Droit, Chargé du Cours de Science sociale.

ROVEL, I Q, Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

DE LA
CLAUSE BÉNÉFICIAIRE
AU
PROFIT D'UN TIERS DÉTERMINÉ
CONTENUE
DANS UN CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE
EN CAS DE DÉCÈS

INTRODUCTION

La question essentielle en matière d'assurance sur la vie, celle qui a donné lieu aux plus vives controverses est, sans contredit, la question de l'attribution du bénéfice.

Cette question a une importance d'autant plus grande en France, qu'elle n'est réglée par aucun texte spécial. Lors de la rédaction de nos Codes, les assurances sur la vie étaient prohibées, aussi sont-elles restées en dehors des préoccupations de leurs rédacteurs. Ce n'est que quelques années après qu'on

reconnut combien était peu justifiée cette prohibition. En 1818, le Conseil d'Etat consulté, sur le point de savoir si l'autorité devait donner son approbation aux Compagnies d'assurances sur la vie des hommes, émit, le 28 mai, un avis favorable. Depuis cette époque, ces institutions se sont développées considérablement et sont entrées aujourd'hui profondément dans nos mœurs. Aucune loi, cependant, n'est venue les réglementer. Les quelques dispositions législatives, que nous possédons à leur sujet, s'occupent uniquement de questions d'organisations des Compagnies, aucune n'en réglemente les effets (1).

Lorsqu'une personne contracte une assurance sur la vie en cas de décès, elle stipule d'une Compagnie que, moyennant une prestation, soit unique, soit périodique, cette Compagnie devra, à son décès, verser

(1) Loi du 5 juin 1850, 24 juillet 1867, 11 juillet 1868, 29 décembre 1884, 21 juin 1875, 8 décembre 1904, 17 mars 1905. Deux décrets du 17 mars 1905. Décrets 20 janvier, 12 mai, 9 et 22 juin 1906. Arrêtés ministériels 3 et 29 juillet 1907. Quelques essais de réglementation, infructueux il est vrai, furent tentés. Le 2 juin 1887 et de nouveau le 9 novembre 1889 avait été déposée par M. Lockroy, une proposition de loi relative aux Sociétés d'assurance sur la vie. (Journal officiel, 15 janvier 1890, annexe 20.) Plus récemment, M. Trouillot a, dans la première séance du 12 juillet 1904, présenté à la Chambre des députés un projet de loi relatif aux mêmes Sociétés. (Journal officiel, 1904. Docum. parlam., Chambre des députés, session ordinaire de 1904, annexe n° 1918, p. 918 à 935.)

à un tiers une somme déterminée. La question importante est de savoir quels droits le contrat va conférer au bénéficiaire sur ce capital. Ses droits vont-ils remonter au jour du contrat, ou commencent-ils seulement à exister au décès de l'assuré ou au moment de l'acceptation du tiers ? Le bénéficiaire a-t-il été le premier et le seul créancier de l'assureur dès le moment de la conclusion de l'assurance, ou n'est-il simplement que l'ayant cause de l'assuré, qui lui a cédé ses droits après les avoir acquis pour lui-même ? La réponse à ces questions entraîne des conséquences fort graves. Si le capital assuré est entré dans le patrimoine du stipulant, il ne pourra être recueilli par ses héritiers que s'ils acceptent la succession ; d'après l'article 2093, il sera le gage commun de ses créanciers ; il pourra être frappé d'une saisie arrêt, et être l'objet d'une demande de séparation des patrimoines ; en cas de faillite, il tombera dans la masse active ; si le défunt enfin était marié sous le régime de la communauté, il devra compter dans la masse commune. Admet-on le principe contraire, le capital n'aura jamais fait partie du patrimoine du stipulant, il devra revenir intact au bénéficiaire à l'exclusion de tout autre individu, même héritier, même créancier de l'assuré.

En l'absence de législation sur cette matière, il faut rechercher la solution de cette question dans la doc-

trine et dans la jurisprudence, qui sont d'accord pour décider que l'attribution du bénéfice dépend de l'intention de l'assuré. et cette intention se manifestera suivant les termes mêmes dont il se sera servi pour désigner le bénéficiaire. Ou l'assuré indique nominativement la personne gratifiée, ou il l'indique d'une façon vague et générale ; suivant les cas, la clause bénéficiaire est dite au profit d'un tiers déterminé, ou au profit d'un tiers indéterminé. Le mode employé entraînera des effets totalement différents.

Nous laisserons de côté tous les cas où la clause est faite au profit d'un tiers indéterminé ; le montant du capital assuré est considéré d'une façon constante par la Cour de cassation comme ayant fait partie du patrimoine du défunt et, par conséquent, soumis aux mêmes règles que les capitaux qui en dépendent (1). Nous nous occuperons uniquement dans notre étude de l'hypothèse où l'assurance est faite au profit d'un tiers déterminé, que ce tiers soit ou non rattaché au stipulant par un lien de parenté, étranger, femme, enfant ou parent quelconque. Cette opération considérée comme une stipulation pour autrui, régie par l'article 1121 du Code civil, a soulevé au point de vue juridique les plus graves pro-

(1) Cassat. 7 mars 1893. D. P. 1894, 1, 77 ; s. 1894, 1, 161. Cassat. 24 février 1902, s. 1902, 1, 165.

blèmes et déterminé dans la jurisprudence une évolution intéressante.

Après avoir, dans un Chapitre I, analysé le contrat d'assurance au profit d'un tiers et recherché quel en est la nature juridique, nous verrons dans un Chapitre II, quel effet ce contrat produit, tant à l'égard du bénéficiaire lui-même, qu'à l'égard des tiers, c'est-à-dire créanciers, héritiers, conjoint de l'assuré.

CHAPITRE PREMIER

Nature juridique de la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé.

Avant d'aborder l'étude de la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé, il nous faut en quelques mots établir la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie en général.

Un certain nombre d'auteurs ont soutenu qu'un tel contrat ne rentrait pas dans le cadre des assurances portant sur des objets matériels, des assurances de choses. Dans tout contrat d'assurance, en effet, disent-ils, il y a deux éléments essentiels, le risque et l'indemnité. Le risque est l'événement conditionnel et préjudiciable contre lequel garantit l'assurance. L'indemnité est la valeur de l'objet détruit. L'assurance sur la vie ne renferme aucun de ces deux éléments. Il n'y a pas de risque : ce contrat ayant pour but de garantir le bénéficiaire contre la

mort de l'assuré ; or, cette mort est certaine et tôt ou tard, la Compagnie sera tenue de payer la somme assurée. D'autre part, il ne peut être question d'indemnité ; la mort de l'assuré n'amointrit pas son patrimoine, elle prive uniquement ceux en faveur desquels il s'est assuré d'un bénéfice éventuel.

L'assurance sur la vie n'étant pas une véritable assurance, quel caractère faut-il lui reconnaître ? Ici, les auteurs se divisent : suivant les uns c'est un pari, suivant d'autres c'est un contrat se rapprochant de la vente ; une troisième opinion, enfin, considère cette opération comme un placement (1).

Nous ne nous attarderons pas à exposer et à réfuter les arguments de ces différents systèmes ; l'examen de ces questions ne rentre pas dans le cadre de l'étude que nous nous sommes proposé de faire. Nous nous contenterons de prouver que les deux éléments essentiels à toute assurance, le risque et l'indemnité, se trouvent dans l'assurance sur la vie en cas de décès, et que, par suite, ce contrat rentre bien dans la catégorie des contrats d'assurances en général.

L'intention d'une personne qui contracte une assurance sur la vie n'est pas de se prémunir contre la

(1) LEFORT. — Traité du contrat d'assurance sur la vie. Tome I, p. 169.

mort qui est inévitable, mais uniquement contre les risques d'une mort prématurée. Supposons un homme sans fortune qui retire de sa profession des revenus suffisants pour élever honorablement sa famille. Tout ira bien, s'il vit assez longtemps pour que ses économies suffisent à préserver les siens du besoin ; s'il meurt prématurément, c'est la misère qu'il leur lègue. La mort est fatale, mais comme elle peut le surprendre, avant que sa fortune ne soit achevée, il y a bien là un élément incertain, un véritable risque, risque appréciable en argent, car il est bien certain que la vie envisagée comme source du travail est la cause principale de la fortune.

Le montant du capital assuré constitue bien, d'autre part, pour le bénéficiaire, une indemnité ; il n'est pas pour lui une source de gains et ne lui procure pas un profit supérieur à la réparation du dommage éprouvé. En matière d'assurance sur la vie, il semble difficile cependant d'atteindre un pareil résultat. Quand une maison est incendiée, il est aisé d'en calculer la valeur, mais quand un homme meurt, comment peut-on savoir ce qu'il aurait pu amasser dans sa vie ? Ici apparaît l'idée fondamentale en matière d'assurance sur la vie, l'idée d'une moyenne à établir, entre la vie d'un grand nombre de personnes soumises aux mêmes conditions de climat et de santé. A l'aide de tables, appelées tables de mortalité, on

connaît la durée de la vie moyenne d'une personne. Sachant d'une part quel est le montant de l'annuité, d'autre part, le temps probable pendant lequel l'annuité sera payée, on pourra calculer, à l'aide de formules algébriques, la somme que formeront ces annuités grossies des intérêts au bout du temps donné. Si la vie de l'assuré atteint ou n'atteint pas le terme moyen, l'opération aura été avantageuse ou désavantageuse pour le bénéficiaire ; mais dans l'un et l'autre cas, il recevra l'équivalent de ce qu'aurait pu lui transmettre l'assuré, si la durée de sa vie s'était maintenue dans des proportions ordinaires.

Le contrat d'assurance sur la vie est donc bien un véritable contrat d'assurance. Bien que licite et valable, il n'est pas prévu spécialement par nos lois. C'est, par conséquent, un contrat innommé ayant pour but de réaliser une opération d'assurance. Les contrats innommés sont régis par la convention des parties et par les principes généraux des obligations. L'article 1134 pose la règle « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel et pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi », et l'article 1135 ajoute : « Les conventions obligent non seulement à tout ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent

à l'obligation d'après nature. » Ce principe enfin de la liberté des conventions est limité par l'article 6 du Code civil. « On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. »

Ces considérations générales vont nous aider à établir la nature juridique de l'assurance sur la vie en cas de décès, au point de vue spécial qui nous intéresse, c'est-à-dire lorsque l'assuré a désigné un tiers pour recueillir le bénéfice du contrat ; cette opération, rentrant dans la catégorie des contrats innommés, doit être exécutée telle que les parties l'ont entendu ; leur volonté en cette matière est souveraine. Il est donc indispensable avant tout de déterminer exactement quelle a été l'intention de l'assuré lorsqu'il a désigné une personne pour recueillir à son décès le montant du capital assuré.

L'assurance sur la vie est avant tout un contrat de prévoyance. Un commerçant qui contracte une telle assurance au profit de sa femme, de ses enfants, cherche à les mettre à l'abri de l'aléa des affaires et à leur constituer des ressources après sa mort. L'assuré veut donc que le bénéficiaire recueille intact le montant de l'assurance, que celui-ci ne puisse être entamé par la réduction et le rapport et ne puisse servir de gage aux créanciers héréditaires.

Mais tout en leur accordant ce droit direct, l'assuré

n'entend pas leur accorder un droit irrévocable. Il veut pouvoir se réserver jusqu'à sa mort la disposition du bénéfice. Toute police, en effet, contient cette clause formelle : « Le paiement des primes est facultatif. » Même en l'absence de clause, ce droit doit résulter de la nature même du contrat. L'assuré doit pouvoir renoncer à l'assurance quand il lui devient impossible de payer les primes, ou que le motif pour lequel il s'était assuré n'existe plus. Contre cette faculté, laissée à l'assuré de cesser le paiement des primes et par suite de résoudre le contrat, on a objecté l'engagement de l'assurance. L'assurance, a-t-on dit, est liée alors que l'assuré ne l'est pas ; ce raisonnement n'est pas exact. Tous les ans, il y a un changement dans les conditions de l'assuré ; il vieillit et ses chances de mortalité augmentent ; il se forme, par conséquent, un contrat nouveau. Si en fait la prime est uniforme pour la durée de l'assurance, ce n'est que pour en faciliter le calcul. Le contrat d'assurance est essentiellement annal. Par suite de l'uniformité de la prime, l'assuré, au début du contrat, verse une prime supérieure à celle qu'il ne doit en réalité. Cet excédent, il veut pouvoir le toucher quand bon lui semble, en exerçant son droit de rachat, ou le laisser entre les mains de la Compagnie qui, en échange de cette somme, lui garantira le paiement d'un capital inférieur au capital primitivement as-

suré et appelé pour ce motif capital réduit. Tout en maintenant son contrat, l'assuré entend pouvoir emprunter à la Compagnie une somme prise sur la réserve constituée au moyen de l'excédent des primes versées par lui. En rachetant son contrat, comme en empruntant sur sa police, l'assuré ne fait que disposer des fonds qui lui appartiennent et sont en dépôt entre les mains de l'assureur. Il n'invoque aucun droit émanant du contrat. Mais l'assuré veut pouvoir agir en outre comme véritable titulaire de la créance ; il entend se réserver, jusqu'au jour de sa mort, la faculté de modifier l'attribution du bénéfice de l'assurance.

En somme, l'assuré semble vouloir deux choses absolument contradictoires ; il déclare, d'une part, contracter au profit d'un tiers et, en même temps, d'autre part, il entend se réserver le droit de disposer de la créance qui dérive de son contrat. Cette créance peut-elle se trouver dans le patrimoine du tiers tout en restant à la disposition du stipulant ? Il semble difficile de concilier ces deux propositions sans déroger à aucune règle de droit. Nombreuses sont les théories qui ont été présentées. Mais il en est une qui domine aujourd'hui dans la doctrine, c'est la théorie de la stipulation pour autrui. Elle a été adoptée dès le début par la jurisprudence, qui a été amenée peu à peu à en modifier l'analyse

et à en créer une nouvelle répondant mieux aux besoins de la pratique.

Un certain nombre d'auteurs ont rejeté le principe même de la stipulation pour autrui et ont proposé d'autres explications des effets du contrat. Nous examinerons leur système et le laisserons de côté, car, selon nous, c'est celui de la stipulation pour autrui, qui, le seul, permette d'accorder l'intention des parties et les textes de la loi.

Paragraphe I. — Théorie de la stipulation pour autrui.

La meilleure explication juridique que l'on puisse donner de la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé, celle qui, d'ailleurs, correspond le mieux aux exigences de la pratique, est de considérer cette clause comme une application de la stipulation pour autrui des articles 1119 et 1121 du Code Civil. L'article 1119 interdit d'une manière générale toute stipulation pour autrui : « On ne peut stipuler en son propre nom que pour soi-même. » L'article 1121 indique deux exceptions à cette prohibition : « On peut stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. »

Il importe avant tout de bien déterminer la portée exacte de ces articles. L'article 1119 est la reproduction exacte d'une ancienne règle romaine, totalement disparue de notre droit moderne : « *Alteri stipulari nemo potest* (Digeste, Livre XLV, titre I, fr. 38, par. 17. Inst. III, XIX, 19). » Nul ne peut acquérir un droit par l'intermédiaire d'une personne non soumise à sa puissance (*per extraneam personam*).

Strictement observée dans le droit romain, cette règle perdit peu à peu de son importance. Dans l'ancien droit déjà, on admit la validité de la stipulation au profit d'un tiers, toutes les fois que le stipulant a un intérêt et par suite peut agir en justice. Cette manière de voir, acceptée par la majorité de nos anciens auteurs (1), a dû aussi être celle des rédacteurs du Code ; car, s'ils avaient eu l'intention d'abandonner les progrès accomplis par notre ancien droit, pour en revenir aux conceptions arbitraires du droit romain, on eût trouvé dans les travaux préparatoires trace de discussions. Ils n'auraient pas ainsi d'un commun accord rompu avec la tradition. Ni l'article 1119, ni l'article 1121 n'ont été l'objet d'une discussion sérieuse, on s'est borné à enregistrer les résultats antérieurement acquis. L'article 1121 qui,

(1) LAMBERT. — La stipulation pour autrui. P. 3.

en apparence, ne fait qu'apporter quelques exceptions à l'article 1119, l'efface totalement et le remplace.

L'article 1121 est donc purement énonciatif et indique à titre d'exemple quelques cas dans lesquels la stipulation pour autrui est permise (1). Elle le sera toutes les fois qu'elle est la condition d'une prestation faite par le stipulant au promettant.

Lorsque l'assuré désigne dans la police un tiers auquel sera versé à son décès le montant du capital dû par la Compagnie, ne fait-il pas une opération rentrant dans le cas prévu par l'article 1121 ? Cette question se pose, non pas au point de vue de la validité d'une telle opération, puisque, alors même qu'on admettrait pas l'application de l'article 1121, elle n'en serait pas moins valable, étant consacrée implicitement par plusieurs textes de lois (2), mais uniquement au point de vue des effets qu'un contrat de ce genre peut entraîner.

Que voyons-nous dans l'assurance sur la vie au profit d'un tiers déterminé ? Le stipulant, c'est-à-dire

(1) AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français. 4^e édition, t. 4, p. 343 ; ter, p. 308 et suiv.

(2) Loi 5 juin 1850. Art. 37, relatif à l'abonnement au timbre, 24 juillet 1867, art. 66 sur les sociétés commerciales ; 23 juin 1875, art. 6, droit de mutation par décès, etc.

l'assuré, fait à l'assureur prestation de primes ; en retour, ce dernier s'engage à payer un capital déterminé au tiers bénéficiaire à son décès. La succession du stipulant aura donc contre l'assureur une *condictio sine causa*, une action en répétition des primes payées et même une action en dommages-intérêts, si l'assureur n'exécute pas son engagement. Nous voyons donc apparaître un intérêt suffisant chez le stipulant pour pouvoir ranger ce contrat au profit d'un tiers parmi les exceptions à la prohibition de la stipulation pour autrui.

Même pour ceux qui considèrent l'article 1121, comme ayant une portée strictement limitée, il est encore possible de voir dans la clause bénéficiaire, une stipulation pour autrui. Celle-ci est valable, dit cet article, quand elle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Or, que fait le stipulant ? Il semble bien que tout en stipulant pour le tiers bénéficiaire, il stipule aussi pour lui-même. Supposons en effet que le tiers gratifié ne recueille pas le bénéfice, soit par suite de sa non acceptation ou de son prédécès, l'assuré sera alors appelé à le recueillir, sinon pour lui, du moins pour ses représentants ou pour toutes autres personnes désignées en second ordre. « Il est admis que la stipulation pour autrui est valable, écrit M. Planiol, lorsque le stipulant a un

intérêt personnel à ce que la promesse soit exécutée. Or, le signataire de la police, bien qu'il n'ait rien stipulé pour lui-même, et que la prestation unique promise par la Compagnie ne puisse jamais lui être due, acquiert néanmoins quelque chose, à savoir, le droit de désigner le bénéficiaire ; ce droit a bien une valeur juridique, s'il n'a pas sa valeur pécuniaire, puisqu'il donne à celui qui en jouit, le moyen de faire une donation. Le signataire de la police retire donc un certain avantage ; il a entre les mains un titre, dont il ne peut tirer personnellement profit, mais qui peut être utile à un autre (1) ».

La majorité de la doctrine voit dans la clause bénéficiaire au profit d'un tiers, une stipulation pour autrui (2). Il nous faut voir maintenant ce qu'a décidé la jurisprudence.

Chaque fois que la Cour de cassation a eu à envisager la situation créée par une assurance sur la vie passée au profit d'un tiers déterminé, elle a fait intervenir l'article 1121 du Code civil. Dans un arrêt du 16 janvier 1888, elle a démontré qu'il y avait dans l'opération une véritable stipulation pour autrui.

(1) Note au D. P. 1893, 1, 401.

(2) HERBAULT. Traité des assurances sur la vie, p. 135 et suiv. — COUTEAU. Traité des assurances sur la vie, t. II, p. 615. — BAZENET. De l'assurance sur la vie contractée par l'un des époux au profit de l'autre, p. 13. — COULAZOU. De la stipulation pour autrui dans l'assurance sur la vie, p. 35 et suiv. — LAMBERT, p. 70, 108, 109, etc...

« Attendu en droit, que le contrat d'assurance sur la vie, lorsque le bénéfice de l'assurance est stipulé au profit d'une personne déterminée comporte essentiellement l'application de l'article 1121, c'est-à-dire des règles qui régissent la stipulation pour autrui, que vainement on voudrait prétendre, comme l'a fait l'arrêt attaqué, que dans un pareil contrat, l'assuré ne stipulant pas pour lui-même les dispositions de l'article 1121, ne sauraient être invoquées par le tiers bénéficiaire ;

« Attendu en effet que d'une part, le profit de l'assurance peut dans certaines éventualités revenir au stipulant et que d'ailleurs le profit moral, résultant des avantages faits aux personnes désignées, suffit pour constituer un intérêt personnel dans le contrat ; que d'autre part, le stipulant s'engage à servir à la Compagnie d'assurance des primes annuelles, de telle sorte qu'à quelque point de vue qu'on se place, il est impossible de soutenir que le stipulant ne stipule pas pour lui-même et que par suite l'article 1121 n'est pas applicable (1). »

La jurisprudence pour voir dans l'assurance sur la vie au profit d'un tiers, une stipulation pour autrui, exige que le tiers bénéficiaire soit déterminé. Qu'entend-elle par là ? une simple indication vague et géné-

(1) Cassat. 16 janvier 1888, s. 1888, 1, 127. D. P. 1888, 1, 78.

rale du bénéficiaire, ne laissant cependant aucun doute sur son individualité ne peut-elle suffire ? faut-il qu'il soit désigné nommément dans la police ?

Au début, sans tenir compte des termes employés par le stipulant dans la clause attributive, les tribunaux reconnaissaient que la stipulation était faite dans les termes de l'article 1121 du Code civil, non seulement lorsque le bénéficiaire était nettement désigné, mais même quand le souscripteur déclarait contracter au profit de personnes indiquées d'une manière générale (1). S'inspirant de la nature du contrat et voulant avant tout se conformer à l'intention présumée du stipulant, ils reconnaissaient un droit propre au capital assuré dans tous les cas.

Cette manière de voir subsista jusqu'en 1872, époque à laquelle se produisit un revirement inattendu à l'occasion de la question spéciale des droits du fisc. Une solution de la régie du 11 janvier 1868 (2), souleva la prétention de faire payer les droits de mutation par décès sur le capital assuré, dans tous les cas, qu'il y eût ou non un bénéficiaire désigné. A la suite d'un jugement du tribunal de Saverne, du 21

(1) Caen, 11 janvier 1863. Journ. des assur. 1863, p. 234. Lyon, 2 juin 1863. D. P. 1863, 2, 119, s. 1863 ; 2, 202. Colmar, 27 février 1865. D. P. 1865, 2, 93, s. 1865 ; 2, 337.

(2) S. 1870, 2, 129.

mai 1869, qui repoussait la prétention de la régie, l'affaire fut portée devant la Cour suprême. Dans un arrêt du 7 février 1872, elle décida que les droits de mutation étaient dus pour une assurance contractée par une personne au profit de ses ayants-droit ; le capital avait donc fait partie du patrimoine de l'assuré, et le contrat passé en faveur des ayants-droit était considéré comme fait en faveur de personnes indéterminées dans les termes de l'article 1122 du Code civil.

La doctrine de cet arrêt bien que rendu en matière fiscale, fut acceptée, et d'autres décisions postérieures décidèrent qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer l'article 1121, lorsque le capital est stipulé payable aux enfants nés ou à naître, aux héritiers du stipulant (1). Cependant, la Cour de cassation reconnut que le juge du fait peut, par une appréciation souveraine des termes du contrat, constater que l'assuré a eu l'intention de contracter au profit de personnes déterminées, quoiqu'il ne se soit pas servi de formules nominatives (2).

La jurisprudence paraît, à l'heure actuelle, bien

(1) Cassat. 15 décembre 1873. D. P. 1874, 1, 113, s. 1874, 1, 199. Cassat. 26 juillet et 7 février 1877, s. 1877, 1, 393. D. P. 1877, 1, 337. Cassat. 10 février 1880. D. P. 1880, 1, 169.

(2) Cassat. 2 juillet 1884, s. 1885, 1, 11. D. P. 1885, 1, 150.

établie dans ce sens. S'appuyant sur ce que la stipulation pour autrui de l'article 1121 ne peut intervenir que s'il s'agit d'une individualité certaine, elle exige que le bénéficiaire soit nommément désigné ; toutefois, malgré une désignation incertaine, elle étend les règles de l'article 1121, au cas où l'assuré a manifestement voulu gratifier des personnes existantes et déterminées. Il semble que la jurisprudence aurait dû appliquer l'article 1121, dans tous les cas où un père stipule au profit de ses enfants sans les dénommer spécialement. Bien qu'il ait la ferme intention de stipuler à leur profit, il ne peut désigner par leurs noms, les enfants qu'il appelle à recueillir le bénéfice de l'assurance, car certains peuvent ne pas être nés encore, d'autres sont destinés à mourir avant lui ; il lui est impossible avant l'ouverture du droit de préciser ceux qui seront appelés à le recueillir. Si la stipulation est faite au profit des enfants et qu'il existe déjà des enfants, on peut prétendre que la stipulation est faite au profit de personnes certaines. Mais si le père a stipulé au profit de ses enfants nés et à naître au lieu de décider que la clause attributive est sans portée pour le tout, en tant que stipulation pour autrui, on aurait dû, au moins dans l'attribution, distinguer les enfants à naître des enfants nés, et en admettre la validité pour ces derniers. On a cru pour un moment que les tribunaux, abandonnant leur

ancienne manière de voir, allaient adopter cette distinction (1). Mais les plus récentes décisions ont refusé de prononcer dans ce sens, et ont affirmé la nullité de la stipulation, même pour les enfants déjà nés, par le motif que la stipulation n'est pas certaine, ces enfants n'étant appelés à recueillir le bénéfice qu'en cas de survivance (2).

Nous avons supposé jusqu'ici que la désignation du bénéficiaire se trouvait dans la police même d'assurance ; que dire si elle se trouvait dans un acte postérieur au contrat ; la jurisprudence voit-elle encore dans cette opération la stipulation pour autrui de l'article 1121 ?

Il se peut qu'il y ait un bénéficiaire désigné dès le début et que l'assuré veuille simplement en désigner un autre ; tant que le bénéficiaire primitivement désigné n'a pas accepté, une révocation est toujours possible. La jurisprudence considère que l'assuré s'est réservé implicitement, mais nécessairement la faculté d'indiquer en cours d'assurance un bénéficiaire (3) et l'exercice de cette faculté laisse au contrat son carac-

(1) Trib. civ. de la Seine, 21 juillet 1887. Journ. des assur. 1887, 494. Trib. civ. de la Seine, 4 novembre 1889. Journ. des assur. 1890, 10.

(2) Trib. civ. Montbéliard, 26 juin 1891 et C. Besançon, 23 décembre 1891. D. P. 1892, 2, 111. Cass. 7 mars 1893. D. P. 1894, 1, 77.

(3) Req., 22 juin 1891. D. P. 1892, 1, 205. Cassat. 19 nov. 1907. D. P. 1908, 1, 129.

tère de stipulation pour autrui (1). L'attribution, quand elle s'opère ainsi, quelle que soit la forme employée, ne sera que la mise en exercice de son droit d'attribution (2). Soit que l'assuré ait désigné le nouveau bénéficiaire, par un avenant, par un endossement ou même dans un testament, il faut donner la même solution et dire qu'il ne fait qu'exercer le droit d'attribution qui lui appartient. Toutefois, au cas d'une police à ordre, endossée par l'assuré au profit d'un tiers, on pourrait dire qu'il ne peut y avoir application de l'article 1121, car l'assuré révoque la première stipulation qu'il a faite et fait ainsi rentrer dans son patrimoine le capital assuré pour l'en faire ressortir après. Le raisonnement n'est pas exact : il y a là une véritable stipulation pour autrui, et la Cour de cassation décide à juste titre que l'endossement n'est qu'un mode d'exécution de la faculté qui appartenait à l'assuré de désigner un autre bénéficiaire. Si au lieu d'user du procédé de cession du droit commercial, l'assuré use du procédé de cession du droit civil, le transport, la même solution devra être admise (3).

(1) Cassat. 16 janvier 1888. D. 1888, 1, 77. Cassat. 4 mai 1904. D. 1905, 1, 165. Cassat. 19 novembre 1907, précité.

(2) Cassat. 4 mai 1904, précité.

(3) Cassat. 4 mai 1904, précité.

Au cas précédemment examiné, il y a un bénéficiaire désigné dès le début ; l'assuré change simplement de bénéficiaire. Mais faut-il donner la même solution, si la désignation n'intervient qu'en cours d'assurance ? La jurisprudence décide que, uniquement dans le cas où l'attribution est faite par un avenant, il y a lieu d'appliquer l'article 1121 du Code civil (1) : dans tous les autres cas, que l'attribution soit faite par un testament ou par un endossement, il faut appliquer l'article 1122 (2). On explique ainsi cette différence, en disant que l'avenant, qui doit être considéré comme une police nouvelle, constitue par conséquent une stipulation pour autrui, tandis que l'endossement et le testament qui sont des actes translatifs de propriété, ne saisissent le bénéficiaire que du jour où ils produisent leur effet. Il serait cependant souhaitable de voir la jurisprudence faire disparaître ces différences et assimiler ses solutions. Il faut espérer que cette évolution ne tardera pas à se réaliser.

De l'exposé de la jurisprudence que nous venons de faire, nous conclurons donc que les tribunaux

(1) Cassat. 7 août 1888. D. P. 1888, 1 118.

(2) Cassat. 24 février 1902. D. P. 1903, 1, 433, 15 mai 1905. D. P. 1905, 1, 465.

considèrent la clause bénéficiaire au profit d'un tiers comme une stipulation pour autrui de l'article 1121 du Code civil, lorsque d'une part, le tiers bénéficiaire est nommément désigné ou tout au moins qu'aucun doute n'est possible sur son individualité et que d'autre part, cette désignation se trouve, soit dans la police ou dans tout autre acte quelle qu'en soit la forme (avenant, endossement, cession), s'il s'agit simplement de changer la personne gratifiée, soit uniquement dans la police ou dans un avenant qui lui est assimilé, s'il n'y a pas encore de bénéficiaire désigné dans le contrat.

Si la jurisprudence est unanime à décider que l'assurance sur la vie contient une stipulation pour autrui, elle se divise lorsqu'il s'agit d'analyser ce contrat et de déterminer quels droits il fait naître au profit d'un tiers bénéficiaire.

D'après la jurisprudence, telle qu'elle paraît avoir été fixée par la Cour de cassation à dater de 1884 et surtout en 1888, l'idée de la stipulation ne doit pas être entendue, comme on la recevait jadis.

Dans une première série d'arrêts, la jurisprudence voyait dans la stipulation pour autrui, un acte complexe, se décomposant en deux contrats ; d'abord, une stipulation que l'assuré faisait pour lui-même et qui lui donnait contre la Compagnie une créance certaine ; ensuite, une offre faite par l'assuré à un tiers,

de lui transporter cette créance sous certaines conditions.

Cette analyse ne répondant pas aux besoins de la pratique, la jurisprudence l'a abandonnée, pour admettre un système plus simple. La stipulation pour autrui engendre une créance immédiate au profit du tiers bénéficiaire. Au lieu de deux actes il n'y en a plus qu'un seul : le contrat conclu entre l'assuré et la Compagnie d'assurance, crée par lui-même, le droit du tiers qui se forme directement sur sa tête sans passer sur celle du stipulant.

Pour bien connaître les résultats pratiques de cette jurisprudence, il nous faut en étudier séparément les deux étapes successives.

1. — Première analyse de la stipulation pour autrui donnée par la jurisprudence.

Le premier système de la jurisprudence consiste à voir dans la stipulation pour autrui, deux opérations distinctes ; d'abord, un premier contrat entre le stipulant et le promettant. L'assuré, moyennant le paiement périodique de primes, stipule de l'assureur un capital déterminé, exigible à son décès. Il acquiert ainsi contre la Compagnie, une créance ferme, un droit actuel qui compte dès le jour du contrat dans

son patrimoine. Puis, par une deuxième convention, qui fait partie de la première, l'assuré offre au tiers la créance qu'il avait acquise pour lui-même. Un arrêt de la Cour de cassation du 15 décembre 1873 déclare : « que le droit au capital est acquis irrévocablement au stipulant du jour du contrat et fait partie de son patrimoine », mais que, « aux termes de l'article 1121, le stipulant a la faculté d'attribuer à un tiers le bénéfice du contrat (1) », et plus tard, le 2 mars 1881 : « Attendu qu'en contractant avec la Compagnie, B... a d'abord acquis pour lui-même, puis transmis à sa femme à titre de donation, conformément aux principes des articles 1121 et 1973 du Code civil, le droit au capital assuré (2) ».

Ce second contrat contient une offre que le tiers doit accepter s'il veut acquérir un droit définitif, car tant qu'il ne l'a pas fait, le stipulant peut à son gré modifier ou annuler son contrat. « Il faut que le tiers spécialement désigné dans la police ait déclaré vouloir profiter de la stipulation faite en sa faveur ; tant qu'il n'a pas fait cette déclaration, son droit n'est qu'éventuel. Il n'est pas réalisé, il n'existe pas encore. C'est la condition de son existence, condition qui rétroagit

(1) S. 1874, 4, 199. D. P. 1874, 4, 114.

(2) D. P. 1881, 4, 401, s. 1881 ; 4, 145.

au jour du contrat, mais condition essentielle *sine qua non* (1). »

Cette manière de voir de la jurisprudence entraîne une conséquence fort grave. L'assuré acquiert la créance. Cette créance, par conséquent, fait partie de son patrimoine, et quelque empressement que le tiers mette à accepter, le stipulant est créancier de la Compagnie. Le bénéficiaire est donc l'ayant cause de l'assuré et non le créancier direct de l'assureur ; cette créance lui est transmise, tantôt à titre de libéralité, tantôt à titre de dation en paiement, tantôt à titre de garantie. Chacun de ces actes est soumis aux règles qui lui sont propres. Si la stipulation pour autrui constitue une dation en paiement ou une constitution de gage au profit d'un créancier, il faut appliquer l'article 446 du Code de commerce et l'article 1167 du Code civil, c'est-à-dire l'annuler au profit des autres créanciers, si toutes les conditions exigées par ces articles se trouvent réunies. S'il y a donation, il faut appliquer toutes les règles de fonds des donations, notamment les règles de la réduction et du rapport, les règles relatives à la capacité du bénéficiaire, etc... Quant aux règles de forme, la jurisprudence décide que la stipulation pour autrui en est affranchie, soit

(1) Rapport de M. le conseiller LEMAIRE. — 23 janvier 1889, s. 1889, 1, 353.

qu'elle constitue une cession de créance, soit qu'elle constitue une donation ou un gage au profit du tiers.

La jurisprudence arrivait ainsi à un résultat absolument contraire à l'intention du stipulant. En contractant au profit d'un tiers, l'assuré veut que la créance appartienne en propre au bénéficiaire désigné, et non pas qu'elle fasse partie de son patrimoine et puisse entrer en ligne de compte pour le calcul de la quotité disponible et de la réserve.

Pour échapper à ces conséquences qui découlaient naturellement de la théorie de l'offre qu'elle avait adoptée, la jurisprudence tourne la difficulté et suppose que la désignation du tiers est faite dans la stipulation même et au moment de la conclusion du contrat. Elle suppose le concours du tiers à l'opération et l'acceptation se produisant simultanément. Mais, en pratique, il n'en sera jamais ainsi. L'acceptation n'interviendra pas dans la police ; car, comme elle enlève à l'assuré son droit de révocation, celui-ci voudra conserver ce droit jusqu'à son décès. Ce ne sera, par conséquent, généralement qu'à cette époque que le tiers aura connaissance de la disposition faite en sa faveur. La jurisprudence considère alors l'acceptation comme une condition du droit, et la condition réalisée produit un effet rétroactif (article 1179, Code civil). L'acceptation qui, dans un contrat ordinaire, doit intervenir du vivant de l'auteur de l'offre,

peut en matière d'assurance sur la vie, intervenir après le décès de l'assuré (1).

Cette manière de voir de la jurisprudence, qui, il est vrai, répond à une partie des exigences de la pratique, est impossible à justifier juridiquement.

Et d'abord, la jurisprudence semble confondre deux choses, la stipulation pour autrui et la cession de créance. Admettre son opinion, c'est rendre l'article 1121 inutile. Toute stipulation pour autrui serait une cession de créance. Tout au plus pourrait-on dire que grâce à sa forme elle est dispensée des formalités de l'article 1690. Mais alors on ne pourrait s'expliquer pourquoi l'article 1119 la prohibe et pourquoi l'article 1121 l'autorise dans certains cas. Puisqu'elle réalise une cession, elle doit toujours être valable. Et d'ailleurs, l'assuré n'a certainement pas la pensée d'acquérir une créance pour la céder ensuite à un tiers rien dans le contrat ne le laisse entendre : la police se borne à dire que le capital assuré sera payé au bénéficiaire, si telles circonstances se produisent.

Ce système de la jurisprudence entraîne de plus des conséquences absolument contraires aux principes du Code civil. Pour satisfaire aux exigences de la pratique, il fallait faire naître le droit du bénéficiaire à

(1) Cassat. 27 février 1884, s. 1886, 1, 422.

l'époque même du contrat. D'ordinaire le tiers ne pourra accepter le bénéfice de l'assurance qu'après la mort de l'assuré. Dans ce cas, l'acceptation qui, dans la théorie de l'offre devait rester sans effet, est admise comme possible par la jurisprudence. Elle semble ainsi confondre la condition, événement futur et incertain (article 1179) avec un élément de validité du contrat. Tout contrat exige nécessairement le concours de deux volontés ; l'offre doit donc subsister quand se produira l'acceptation ; ce n'est pas généralement le cas en matière assurance sur la vie. De deux choses l'une, ou après la mort du stipulant, l'acceptation est impossible puisque l'offre, un des éléments essentiels du contrat fait défaut, ou l'acceptation peut encore intervenir ; et alors ce ne sera plus une donation entre vifs, mais une opération analogue à un legs ou à un fidéicommiss ; l'acceptation sera possible, mais sans effet rétroactif. Le montant de l'assurance fera partie du patrimoine de l'assuré, il sera le gage des créanciers (1).

En résumé, la jurisprudence qui voit dans la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé une cession de créance, n'en applique aucune des règles. Elle cherche, il est vrai, à satisfaire aux besoins de la pra-

(1) LEFORT. — Traité des assur. sur la vie. T. I, p. 222.

tique, mais les conséquences qu'elle déduit de son système sont en contradiction manifeste avec ses principes.

II. — *Deuxième analyse de la stipulation pour autrui donnée par la jurisprudence.*

Vers 1884 une modification se produisit dans la doctrine acceptée jusqu'alors. Ce changement n'est pas un mouvement général de jurisprudence : il est l'œuvre seul de la Cour de cassation. Durant un certain temps, quelques Cours d'appel se référèrent encore à l'ancienne analyse de la stipulation pour autrui ; aujourd'hui cependant on peut dire que la manière de voir de la Cour de cassation a définitivement prévalu.

Le point de départ de ce revirement date d'un arrêt du 2 juillet 1884 (1) : « Attendu en droit que le contrat d'assurance sur la vie par lequel il est purement et simplement stipulé que moyennant le paiement de primes annuelles, une somme déterminée sera, à la mort du stipulant, versée à une personne spécialement désignée, a pour effet, au cas où le contrat a été maintenu par le paiement régulier des primes, d'une

(1) S. 1885, 1, 5. D. P. 1885, 1, 150.

part d'obliger, à la mort du stipulant, le promettant à verser le capital assuré entre les mains d'un tiers désigné et d'autre part de créer à ce même instant au profit d'un tiers bénéficiaire, un droit de créance contre le promettant, que ce droit est personnel au tiers et ne repose que sur sa tête. » La transformation opérée par cet arrêt a été affirmée dans plusieurs décisions postérieures (1) et notamment dans un arrêt très explicite du 29 juin 1896 (2) qu'il est utile de reproduire : « Le capital assuré n'existe pas dans les biens du stipulant durant sa vie puisque ce capital ne se forme et ne commence d'exister que par le fait même de la mort du stipulant. Ce contrat ne lui en attribue ni le bénéfice personnel, ni la disposition et ne lui laisse que la faculté de rendre nuls les effets de la convention, par le non paiement des primes, au cas où elles ne seraient pas payées par d'autres, ou de révoquer la stipulation si elle n'avait pas été acceptée par le tiers bénéficiaire. »

La Cour de cassation, tout en continuant à voir dans la clause bénéficiaire une stipulation pour autrui, s'écarte de sa conception primitive. Il fallait autrefois pour valider une stipulation le concours de trois volontés : celle du stipulant, celle du promettant et

(1) Cassat. 7 août 1888. S. 1889, 1, 98. D. P. 1889, 1, 118. Cassat. 27 mars 1888. S. 1888, 1, 121.

(2) S. 1896, 1, 361.

celle du tiers ; aujourd'hui deux suffisent, celle du promettant et celle du stipulant. Le tiers n'a plus besoin d'intervenir. Au lieu de deux actes, il n'y en a plus qu'un. Alors que dans sa première analyse, la jurisprudence décomposait la stipulation pour autrui en deux opérations distinctes, aujourd'hui, la simple désignation du bénéficiaire suffit pour lui attribuer un droit immédiat et direct sur le capital assuré.

Ce système adopté à l'heure actuelle par la Cour de cassation, pour expliquer les effets de la stipulation pour autrui, n'est que la reproduction de la théorie traditionnelle, imaginée par les jurisconsultes romains, reprise et précisée par nos anciens auteurs.

La stipulation pour autrui a été dans notre ancien droit l'objet d'études très approfondies ; il nous suffira de rappeler les quelques points principaux de leur théorie pour que les articles du Code qui, envisagés en eux-mêmes, paraissent obscurs, deviennent d'une absolue précision. La stipulation pour autrui apparaît dans l'ancien droit comme une exception à la règle de la personnalité des contrats. En principe, les contrats ne produisent d'effet qu'entre les parties, mais dans quelques cas exceptionnels, ils ne se restreignent pas à ce cercle étroit des contractants, ils peuvent être destinés à se réaliser en la personne de

tiers ; c'est le cas de la stipulation pour autrui. Nos anciens auteurs sont unanimes à adopter cette manière de voir.

Le Code civil est à peu près muet sur la stipulation pour autrui ; deux seuls articles traitent la question, ce sont les articles 1121 et 1165. Nous connaissons l'article 1121, quant à l'article 1165, il décide que les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121. Si nous consultons les travaux préparatoires, nous constatons que cette matière n'a été l'objet d'aucune discussion. Il faut donc en conclure, surtout en présence de l'article 1165, que les rédacteurs n'ont pas voulu innover, mais ont entendu maintenir sur ce point l'ancien droit. Refuser de faire sortir le droit du bénéficiaire uniquement du contrat, comme le fait la jurisprudence dans sa première analyse, c'est méconnaître totalement la portée de cet article.

Mais l'article 1121, in fine, ne paraît-il pas s'opposer à cette manière de voir ? « Celui qui fait cette déclaration ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter. » A première vue, il paraît que le droit ne puisse provenir directement du contrat puisqu'il est révocable, il semble qu'il naisse plutôt de l'acceptation qui le rend irrévocable et empêche le stipulant d'en disposer.

Cette objection avait déjà été résolue par nos anciens auteurs. L'acceptation est confirmative de droit et non point acquisitive ; son but unique est d'enlever au stipulant sa faculté de révocation. Si le droit est révocable, c'est qu'il existe antérieurement, on ne peut pas révoquer un droit qui n'existe pas. La révocabilité du droit ne met donc pas obstacle à son existence, dès le jour du contrat. La déclaration, exigée par l'article 1121, ne sera, par conséquent, que l'application de la règle qu'on ne peut conférer un avantage à un tiers malgré lui. On peut faire naître un droit au profit d'un bénéficiaire, mais on ne peut le contraindre à s'en prévaloir (1).

Par sa nouvelle analyse, la jurisprudence arrive ainsi à attribuer immédiatement et par elle-même la créance du capital au tiers bénéficiaire. La volonté des parties est scrupuleusement observée. L'assuré n'a rien acquis pour lui-même ; il n'a jamais été créancier de l'assuré, même pendant un instant de raison ; il n'a pas par conséquent cédé la créance au tiers, qui ne peut être considéré comme son ayant cause.

Il résulte de ces principes que la plupart des solutions déjà admises par la jurisprudence dans sa première analyse deviennent logiques. La créance

(1) LAMBERT. — De la stipulation pour autrui. P. 70.

n'ayant jamais appartenu au stipulant, le bénéficiaire acquiert sur celle-ci un droit propre et direct opposable aux créanciers de l'assuré. Mais la jurisprudence, qui, dans sa conception primitive de la stipulation pour autrui, accordait à juste titre aux héritiers du stipulant, le droit de demander la réduction et le rapport du capital assuré, continue à l'accorder ; cette décision n'est plus en harmonie avec les principes qu'elle admet.

Cette dernière anomalie a aujourd'hui disparu (2) ; aussi peut-on dire, que la jurisprudence actuelle, est arrivée à concilier d'une manière assez parfaite les besoins de la pratique avec les principes du Code civil. Quelques modifications seraient encore à souhaiter, notamment lorsque l'assuré indique comme bénéficiaires, ses enfants, sans les désigner nommément ; il serait à désirer que la jurisprudence assimile cette désignation à celle de personnes nettement déterminées, et voie dans l'attribution d'une assurance faite par un père à ses enfants, une véritable stipulation pour autrui de l'article 1121. Il faut espérer que dans un avenir plus ou moins éloigné, cette évolution se produira ; en attendant, les tribunaux peuvent y arriver, en se servant du droit que la Cour

(2) Cassat. 29 juin 1896. D. P. 1897, 1, 73.

de cassation leur reconnaît (1), d'interpréter les polices, d'après l'intention du stipulant et d'après les circonstances de la cause.

Paragraphe II. — Théorie de l'offre.

Tout en reconnaissant l'application de l'article 1121 du Code civil, M. Thaller donne une explication différente, des rapports du stipulant et du tiers bénéficiaire. Pour lui, il n'est possible de respecter les intentions des parties qu'en tournant par une fiction les dispositions législatives. Son système n'est d'ailleurs qu'une variante de la théorie de l'offre admise par la jurisprudence, dans sa première conception de la stipulation pour autrui.

« La Compagnie, pour se mettre en règle avec ses engagements, doit, le souscripteur une fois mort, se révéler au tiers, et lui faire une offre du capital assuré que le bénéficiaire acceptera. Alors, mais alors seulement, s'établira entre l'assureur et le tiers, un rapport contractuel, sans nulle interposition, une dette et une créance, ayant pour objet, la somme énoncée dans la police, qui n'a jamais figuré dans le patri-

(1) Cassat. 2 juillet 1884. D. P. 1885, 1, 150 ; s. 1885, 1, 11. Cassat. 8 février 1888. S. 1888, 1, 129. D. P. 1888, 1, 201.

moine de l'assuré. Jusque là, l'offre ne tient pas encore, la créance qu'elle doit engendrer n'existe pas, ce qui existe, c'est le droit de l'assuré ou de sa succession, de contraindre la Compagnie à poser l'offre au tiers, au moment opportun, et cela, sous la sanction de la résolution. Cette sanction est de telle nature que la Compagnie n'hésitera pas à faire au bénéficiaire la pollicitation à laquelle elle s'est obligée, de même que le tiers n'hésitera pas à l'accepter. Comme d'autre part, le tiers n'a pas à s'ingérer dans l'affaire avant une certaine époque, on ne saurait parler de droit acquis, le stipulant conserve la faculté de lui retirer l'avantage qu'il avait constitué pour lui (1). »

M. Thaller reconnaît ainsi dans l'assurance sur la vie au profit d'un tiers, l'existence de deux contrats ; d'une part, un premier contrat entre l'assuré et la Compagnie, celle-ci s'engage en retour des primes que lui verse l'assuré, à offrir au tiers désigné à l'époque convenue, le montant du capital ; d'autre part, un deuxième contrat entre la Compagnie et le tiers bénéficiaire, lorsque les conditions imposées par l'assurance seront réalisées, la Compagnie exécutera ses engagements et offrira au bénéficiaire le capital assuré. Pendant la vie du stipulant, la Compagnie

(1) Note au D. P. 1888, 2, 1.

n'est pas débitrice de la somme assurée, elle n'est pas liée envers le tiers. Sa seule obligation existe à l'égard de l'assuré et a pour objet l'offre qu'elle s'est engagée à faire au tiers. Après la mort du stipulant, elle n'est pas tenue à l'égard du tiers bénéficiaire, mais seulement à l'égard des héritiers de l'assuré. Elle doit offrir à ce moment le capital au tiers et s'il accepte, son droit naîtra de ce contrat nouveau intervenu entre la Compagnie et lui.

Au premier abord, cette théorie paraît fort séduisante et semble répondre aux intentions des parties. Elle constitue en effet au bénéficiaire, un droit propre et direct sur le capital ; celui-ci n'est plus, comme dans la conception primitive de la jurisprudence, l'ayant cause de l'assuré. L'offre n'étant faite qu'au décès de l'assuré, ce dernier conserve intact jusqu'au bout, son droit de révocation.

Si cette combinaison présente quelques avantages, elle est cependant de nature à soulever de graves objections. Supposons le contrat d'assurance arrivé à son terme par le décès du souscripteur. Jusqu'alors le tiers bénéficiaire n'a aucun droit sur le montant du capital assuré ; pour devenir créancier, il lui sera nécessaire d'accepter l'offre que devra lui faire la Compagnie. Mais qu'arrivera-t-il, si elle ne la lui fait pas ? « On voit bien comment il acquerra, si la Compagnie lui fait l'offre qu'elle a promis de lui

faire, dit M. Boistel, mais on ne voit pas ce qui arrivera, si elle ne la lui fait pas (1). » Le tiers bénéficiaire n'a aucun moyen légal pour contraindre l'assureur à s'exécuter. M. Thaller a prévu l'objection que devait soulever son système, et répond que le tiers est protégé par l'action en dommages qui appartient aux héritiers de l'assuré et par l'intérêt même des Compagnies qui craindraient de perdre leur clientèle, en n'assurant pas l'exécution de la volonté des assurés. Les héritiers auront en effet une action en dommages intérêts fondée sur l'article 1142 du Code civil. Mais comment pourrait-on compter sur eux qui sont intéressés à ce qu'il n'y ait pas de bénéficiaire. Dans tout contrat de ce genre se trouve une clause qui les appelle à recueillir le capital pour le cas où la vocation du tiers deviendrait caduque. Ils préféreront demander la résiliation de l'assurance et le remboursement des primes que le versement du capital au bénéficiaire. Quant à la Compagnie, elle préférera s'entendre avec les héritiers et faire droit à leur demande, surtout si les primes n'ont été payées que durant quelques années. Lorsque le bénéficiaire viendra lui réclamer le montant de sa créance, elle pourra lui répondre, que n'ayant pas traité avec lui et ayant réparé au regard

(1) Note au D. P. 1889, 2, 132.

des héritiers l'inexécution de son obligation, elle est désormais libérée.

En supposant même la bonne foi de l'assureur, il est des cas où il lui sera impossible d'offrir au tiers le bénéfice de l'assurance. Si le bénéficiaire désigné dans la police meurt peu de temps après l'assuré, que fera la Compagnie ? Devra-t-elle s'adresser à ses héritiers ou laisser le montant de l'assurance se confondre avec l'actif de la succession du stipulant ? La désignation du bénéficiaire est personnelle et l'attribution du capital à ses héritiers pourra être attaquée par ceux de l'assuré. D'autre part, aucune action ne sera donnée aux représentants du bénéficiaire décédé : il ne leur a transmis aucun droit, pas même une simple espérance.

En somme, le système de M. Thaller méconnaît l'intention du stipulant qui veut donner un droit au tiers à partir du jour de la conclusion de l'assurance ; de plus, en n'établissant aucun lien juridique entre ces deux personnes, il est contraire à l'article 1121 du Code civil qui suppose essentiellement entre elles un rapport de droit (1).

(1) Critique de M. FLURER. — Revue critique de législation et de jurisprudence. 1889, p. 325.

Paragraphe III. — Théorie de l'obligation alternative.

M. Boistel a proposé spécialement pour l'assurance sur la vie un système fort ingénieux, et il le présente comme pouvant expliquer toutes les applications de la stipulation pour autrui. Son but est surtout de concilier la reconnaissance d'un droit propre au profit du bénéficiaire, avec la faculté de disposition de l'assuré. Il trouve le fondement juridique de cette conception dans la théorie de l'obligation alternative. Le Code ne prévoit que l'alternative portant sur l'objet ; la détermination de l'objet qui sera dû définitivement dépend d'une option à exercer postérieurement au contrat par l'un des contractants.

Pourquoi ne pas étendre cette alternative de l'objet au sujet du droit ? Rien n'empêche les parties de subordonner le créancier à une semblable option.

« S'il veut pouvoir stipuler pour le bénéficiaire il est nécessaire, dit M. Boistel, que l'assuré stipule pour lui-même, qu'il ait un intérêt dans le contrat, que cet intérêt puisse lui fournir une action par laquelle il aurait la faculté de contraindre au besoin la Compagnie à exécuter la promesse qu'elle a faite au profit du bénéficiaire ; eh bien ! cet intérêt de l'assuré, indépendamment de l'intérêt moral qui donnerait rarement lieu à une action précise, consiste justement

en ce que, si le montant de l'assurance ne peut pas être payé au bénéficiaire, le droit à cette somme reviendra dans le patrimoine de l'assuré ; celui-ci stipule sous une condition alternative en faveur du bénéficiaire ou de lui-même. »... « L'assurance en cas de décès au profit d'un tiers désigné constitue une obligation alternative quant à la désignation du créancier. » Si l'assuré n'a pas disposé autrement de la police, si le bénéficiaire est vivant lorsque la police vient à échéance, enfin s'il en accepte le bénéfice, il sera réputé avoir eu ce droit dès le jour du contrat ; l'assuré sera, au contraire, considéré comme n'ayant jamais eu droit au capital assuré. Ce capital n'aura jamais fait partie de son patrimoine et ses créanciers n'y auront aucun titre. « La condition d'option mise dans le contrat sera réalisée au profit du bénéficiaire et elle aura défailli en ce qui concerne l'assuré. » Mais si le bénéficiaire prédécède ou refuse la libéralité qui lui est offerte, l'assuré sera censé y avoir eu seul droit dès le début, et la somme assurée fera partie de sa succession ; il faut donner la même solution si l'assuré révoque la libéralité. « La condition sous laquelle le bénéficiaire devait recueillir a défailli et le bénéfice de l'assurance s'est consolidé sur la tête de l'assuré (1). »

(1) Note au D. P. 1889, 2, 429.

M. Boistel applique à l'assurance sur la vie les règles de l'obligation alternative ; pour lui, il y a deux créanciers : l'un principal l'assuré, l'autre accessoire, le bénéficiaire. L'assuré, seul a un droit actuel et certain contre la Compagnie ; lui ou sa succession sera appelé à recueillir le bénéfice de l'assurance si les droits du bénéficiaire viennent à tomber. Quant aux droits de ce dernier, ils sont essentiellement secondaires et soumis à des incertitudes ; ils sont subordonnés à sa survie, à son acceptation ; ils sont enfin essentiellement révocables. L'alternative, une fois terminée, produit le même effet que la résiliation de la condition ; et le créancier restant est censé avoir été seul contractant avec la Compagnie ; de sorte que si la disposition est maintenue en faveur du tiers bénéficiaire, le capital qu'il recueille n'aura jamais fait partie du patrimoine de l'assuré.

Cette doctrine complexe cadre assez bien avec les exigences de la pratique, reconnaissance d'un droit propre au profit du bénéficiaire, faculté de disposition que réservent d'ordinaire au stipulant les polices d'assurances. Mais bien des points sont susceptibles d'être critiqués.

La base même du système de M. Boistel nous paraît contestable. Le créancier principal, dit-il, c'est l'assuré ; le bénéficiaire désigné dans la police n'est qu'un créancier subsidiaire. Dans le cas qui nous occupe,

c'est-à-dire l'assurance en cas de décès, il semble que c'est plutôt le bénéficiaire qui est le créancier principal. Beaucoup d'arrêts le considèrent ainsi : « Considérant qu'en stipulant qu'une somme serait payée lors de son décès à ses héritiers ou ayants-droit, ce dernier a eu en vue non pas les intérêts de ses créanciers, mais celui de sa veuve et de ses enfants, que cette somme, ne devant pas lui profiter personnellement, il n'entendait pas en accroître son patrimoine et en faire des éléments de sa succession (1). » Le bénéficiaire apparaît bien comme un créancier principal et si l'assuré acquiert un droit, ce ne sera que subsidiairement par suite de la caducité du droit du bénéficiaire. M. Boistel dans sa théorie n'envisage que le cas de l'assurance mixte, dans laquelle l'assuré stipule pour lui-même au cas où il viendrait à dépasser un certain âge, et subsidiairement pour des tiers, au cas où il mourrait avant cet âge ; mais on ne saurait étendre cette manière de voir à l'assurance en cas de décès.

Enfin, le Code ne traite de l'obligation alternative que pour l'objet du contrat et non pas pour le sujet. Est-il possible d'étendre ainsi de l'objet au sujet la théorie du Code civil ? Il est bien étonnant que ni nos

(1) Besançon, 23 juillet 1872. S. 1872, 2, 122. Dijon, 3 avril 1874. S. 1876, 2, 319.

anciens auteurs, ni les rédacteurs du Code n'aient fait mention de cette particularité, et, qu'à côté de l'obligation alternative quant à son objet, ils n'aient pas placé l'obligation alternative quant à son sujet. M. Boistel est, d'ailleurs, bien obligé de reconnaître que son système lui est propre et n'a aucune racine dans la tradition.

Malgré toutes ces critiques, la théorie de M. Boistel est une de celles qui cadre le mieux avec les exigences de la pratique. Si nous n'avions pas une autre théorie, celle de la stipulation pour autrui, qui est plus en harmonie avec les principes généraux du Code civil, et qui remplit non moins bien le but que les parties se sont proposées d'atteindre, il semble que nous l'adopterions.

Paragraphe IV. — Théorie de l'engagement unilatéral.

Une dernière théorie qu'il y a lieu de rapprocher de ces systèmes est la théorie de l'engagement par déclaration unilatérale de volonté. Cette manière de voir a été soutenue, déjà autrefois, pour expliquer les effets de la stipulation pour autrui, par le président Favre (1), qui l'attribuait à Justinien. A la suite d'un

(1) De erroribus pragmaticorum, décades 47 et 48.

long oubli, elle a été reprise par quelques jurisconsultes allemands. En France, cette théorie a trouvé quelques partisans, entr'autres M. Saleilles (1) et M. Worms (2).

La volonté isolée d'un individu suffit à l'obliger, à le constituer débiteur. Point n'est besoin d'un concours de volonté, le promettant se trouve engagé envers le tiers bénéficiaire, sans que ce dernier ait été partie au contrat ; la déclaration unilatérale suffit.

« Sans doute, a-t-on pu répondre, la dette du promettant envers le tiers a pour origine première le contrat intervenu entre le promettant et le stipulant, mais ce contrat s'il était seul ne suffirait pas pour donner au tiers un droit direct, car par un pareil contrat, une partie n'est jamais obligée qu'envers son cocontractant. Que faut-il donc dire ? Il faut dire que le contrat qui, par lui-même, lie le promettant au stipulant, renferme en quelque sorte une déclaration unilatérale du promettant, laquelle le lie au tiers. Que fait le promettant ? En effet, il s'engage envers le stipulant à procurer une certaine prestation au tiers. Ce qui contient deux engagements ; l'un contractuel en-

(1) Théorie générale de l'obligation d'après le projet de Code civil allemand, par. 141.

(2) WORMS. — De la volonté unilatérale considérée comme source d'obligations.

vers le stipulant, l'autre qui est une pure déclaration unilatérale de volonté envers le tiers. C'est le premier de ces engagements qui, au cas où le promettant n'accomplirait pas la prestation promise, donnerait action au stipulant pour l'y contraindre, mais c'est le second seul qui peut donner action au tiers lui-même. En d'autres termes, l'obligation contractuelle du promettant envers le stipulant a pour objet la création d'une autre obligation, celle du promettant envers le tiers, mais celle-ci, bien que dérivant en dernière analyse du contrat n'est pas directement considérée comme autre chose que l'expression d'une volonté unilatérale de s'obliger (1). »

Pour prouver qu'une déclaration unilatérale de volonté suffit à obliger son auteur, M. Worms cite l'exemple de l'offre. L'offre oblige celui qui l'a émise ; ainsi, en cas de rétractation, l'acceptation peut toujours intervenir valablement, tant que cette rétractation n'est pas parvenue au bénéficiaire de l'offre. « L'acceptation est donc simplement la condition dont l'arrivée fait porter effet à l'engagement pris par le promettant dans sa déclaration unilatérale de volonté. Mais il importe peu que, lorsqu'elle arrive, le promettant ait changé de volonté ; car sa première déclara-

(1) WORMS. — De la volonté unilatérale. P. 115.

tion le lie, quelles que puissent être ses intentions ultérieures (1). » L'acceptation n'aura donc pas pour but de faire naître un droit ; elle réalisera seulement la condition dont ce droit est affecté.

Cette théorie avait déjà été soutenue par le président Favre, sous le nom de pollicitation. Il avait adopté cette manière de voir, spécialement en matière de donation. Dans ce cas, en effet, la volonté du donateur est prépondérante, et l'opération paraît de nature à se réaliser sans débat. Les jurisconsultes allemands ont étendu cette théorie à tous les actes juridiques et les quelques auteurs français qui ont adopté cette conception l'appliquent tout particulièrement à la stipulation pour autrui.

Soutenir ce système, c'est aller à l'encontre des principes les plus élémentaires de notre législation française. Dans l'ancien droit déjà une seule volonté *ne pouvait suffire pour engendrer une obligation*. Malgré les essais qui avaient été tentés dans ce sens, les déclarations unilatérales de volonté ont toujours été l'objet de condamnations ; l'article 932 du Code civil consacre une fois de plus la suppression de telles déclarations.

M. Worms cite, à l'appui de sa théorie, l'exemple

(1) WORMS. — P. 179.

de l'offre. On ne peut voir dans l'offre un fait générateur de droit. Si l'acceptation peut intervenir après la rétractation, c'est que celle-ci n'a pas été connue de ceux auxquels l'offre était faite ; la loi ne peut, en effet, s'attacher à la volonté intime du promettant et du stipulant ; elle ne doit considérer que leur volonté extérieure et ne s'attacher qu'aux choses externes, les paroles et les actes.

Ce système qui, outre qu'il est en opposition manifeste avec l'esprit du Code civil, dénature le véritable caractère du droit du bénéficiaire, en attribuant à une volonté unique le résultat qui, en réalité, doit être obtenu par l'accord de deux volontés, doit donc être repoussé sans hésitation.

Paragraphe V. — Théorie de la gestion d'affaires.

Après la théorie de la stipulation pour autrui, la théorie de la gestion d'affaires est la plus importante qui ait été proposée pour expliquer juridiquement les rapports de l'assureur et du tiers bénéficiaire. Mais au lieu de chercher à résoudre la difficulté, cette théorie essaye de la tourner. Au lieu de voir dans le contrat passé en faveur d'un tiers une véritable stipulation pour autrui, on le dissimule derrière une ges-

tion d'affaire ; on arrive ainsi à créer au profit du bénéficiaire un droit indépendant du patrimoine du stipulant. Formulée d'abord par M. de Montluc, cette théorie a été reprise plus tard par M. Labbé avec quelques modifications.

De Montluc voit dans l'article 1121 deux exceptions strictement limitées à la règle : « *Nemo alteri stipulari potest* ». Pour lui la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé ne peut rentrer dans aucune de ces deux exceptions. Ce n'est pas la condition d'une stipulation que l'assuré fait pour lui-même, puisqu'il ne stipule généralement rien pour lui ; ce n'est pas davantage la condition d'une donation faite par l'assuré à l'assureur ; car les primes ne sont pas payées par le stipulant, « *animo donandi* », il ne les acquitte qu'en vue d'obtenir de la Compagnie un service.

Si l'on ne peut stipuler pour autrui en son propre nom, rien n'empêche de stipuler pour autrui au nom d'autrui. Une personne peut avoir reçu un mandat d'une autre personne intéressée dans des risques de stipuler au nom et pour le compte de celle-ci, une somme payable pour le cas où les risques viendraient à se réaliser. Même sans faire intervenir l'idée de mandat, on peut supposer qu'en cas d'absence d'un ami, une personne contracte en son nom une assurance. C'est là une des applications de la gestion d'affaire. Une fois que le maître aura ratifié, il sera censé

avoir traité pour lui-même. L'article 1119 ne s'oppose pas de même à ce qu'une personne puisse stipuler pour ses ayants droit. Ce n'est là qu'une application du droit commun. Le stipulant et le bénéficiaire ne sont par une fiction juridique qu'une seule et même personne. « Le souscripteur et le bénéficiaire de la police d'assurances ne peuvent donc jamais être en droit deux ou plusieurs personnes différentes, ce sera toujours, sauf les deux exceptions précédentes, une même personne physique, ce ne sera jamais et cela sans exception qu'une même personne juridique ! C'est toujours *a priori*, moi, assuré, qui, par moi-même ou par un autre (mandataire ou gérant d'affaire) en mon nom, aurai stipulé une assurance à mon profit, dans ma personne ou dans celle de mes ayants cause. »

Cette théorie que de Montluc admet pour toutes les assurances en général, il l'applique à l'assurance sur la vie en particulier. La clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé, ne rentrant pas dans les cas d'application de l'article 1121, doit nécessairement être considérée comme un acte de gestion d'affaire : sinon cette clause doit être annulée et réputée faite au profit de personnes indéterminées.

En résumé, le souscripteur de l'assurance est censé contracter, non point en son propre nom et pour le compte du tiers, mais simplement comme *negotiorum gestor* de ce tiers, qui est devenu ainsi le créancier

direct de la Compagnie par sa ratification du contrat intervenu en sa faveur (1).

Bien que vivement combattue surtout comme contraire à l'intention des parties, cette théorie fut reprise par M. Labbé, dans une note célèbre sous un arrêt de la Cour de cassation du 7 mars 1887. « Le tiers bénéficiaire, dit M. Labbé, joue le rôle d'assuré. Le contrat d'assurance ne devient parfait à son égard que par la ratification. Devenu parfait, il rend ce tiers créancier de l'assureur. La ratification peut être postérieure à la mort du preneur. Elle peut émaner des héritiers du tiers. Il ne semble pas que le preneur puisse enlever par un changement de volonté au tiers la faculté de profiter du contrat. Il est un simple gérant d'affaires quant à la stipulation du capital. Il est pourtant le donateur du tiers désigné, la libéralité ayant pour objet les primes qu'il a payées pour lui sans répétition (2) ».

L'assuré qui signe une police au profit d'un tiers déterminé est pour M. Labbé un simple gérant d'affaires : il agit aux lieu et place du bénéficiaire. Le véritable assuré est donc non pas le souscripteur mais

(1) DE MONTLUC. — Des assurances sur la vie dans leurs rapports avec les principes du droit civil, du droit commercial et les lois de l'enregistrement. P. 104.

(2) S. 1887, 1, 393.

bien le tiers pour le compte duquel l'opération a eu lieu. Ce tiers devra ratifier l'acte passé en sa faveur, et ainsi il sera censé avoir traité directement avec la Compagnie. Le capital de l'assurance n'aura, par conséquent, jamais fait partie du patrimoine du stipulant ; il ne devra donc, à la mort de ce dernier, ni être compté pour le calcul de la réserve, ni servir de gage aux créanciers héréditaires.

Par son système, M. Labbé arrive à créer pour le bénéficiaire, un droit propre et personnel ; mais ainsi qu'il le reconnaît lui-même, sa manière de voir se concilie difficilement avec un certain nombre de clauses insérées généralement dans les polices. Le stipulant veut conserver jusqu'à sa mort la libre disposition du capital, il veut pouvoir résilier la police et changer la désignation du bénéficiaire, quand il lui plaira. La théorie de la gestion d'affaire ne permet pas d'atteindre ces résultats. Quant aux autres effets que la jurisprudence fait produire à l'assurance sur la vie, la conception de M. Labbé les explique suffisamment.

A l'époque où M. Labbé a exposé son système, la jurisprudence admettait que la créance née contre l'assureur au profit de l'assuré était cédée par celui-ci au bénéficiaire, et que cette cession se produisant au moment de la stipulation, l'assuré n'était jamais titulaire de la créance cédée. Puis pour justifier sa théo-

rie, elle faisait produire à l'acceptation du tiers un effet rétroactif et lui permettait d'accepter, même après la mort du pollicitant. C'est pour justifier ces anomalies, que M. Labbé a proposé sa théorie. En considérant l'assuré comme un véritable gérant d'affaire, il arrive ainsi, sans déroger, à aucun principe juridique, à valider une acceptation postérieure à la mort de celui-ci, de même qu'il lui fait produire un effet rétroactif. Il permet enfin, par son système, de substituer dès le moment de la conclusion du contrat, la personne du tiers, à celle de l'assuré, sans prétendre, comme l'ancienne jurisprudence l'affirmait, que l'acquisition d'un droit par une personne et sa cession à une autre pouvaient s'opérer successivement sans que le second titulaire fût l'ayant cause du premier.

A l'heure actuelle toutes ces anomalies de l'ancienne jurisprudence ont disparu, depuis que la nouvelle jurisprudence fait naître directement de la stipulation, le droit du bénéficiaire. Le système de la gestion d'affaire est donc devenu inutile. Même à l'époque où M. Labbé l'a présenté, il n'a été admis ni par la doctrine, ni par la jurisprudence. Le savant professeur reconnaît lui-même que la jurisprudence est si bien fixée, qu'il ne reste qu'à s'incliner devant ses décisions. « Il faut accepter les décisions émises par plusieurs arrêts conformes et qui ont mis en cir-

culatlon les formules invariables et presque sacramentelles (1). »

L'assurance sur la vie, ne peut, comme l'ont prétendu MM. de Montluc et Labbé, constituer une gestion d'affaire des articles 1372 et 1375 du Code civil. Le gérant d'affaire, doit mener à bonne fin, l'opération qu'il a entreprise, et dans l'espèce, il serait tenu de poursuivre l'assurance jusqu'à son terme, c'est-à-dire, le décès de l'assuré. Or, le stipulant n'a jamais entendu prendre un pareil engagement, il ne saurait être tenu d'acquitter les primes jusqu'à sa mort.

Mais le plus grand reproche que l'on puisse faire à cette théorie, c'est de dénaturer le contrat d'assurance sur la vie et de dénaturer l'intention des parties. L'assuré entend agir en son nom personnel, et non pas comme mandataire du tiers. S'il en était ainsi, il faudrait appliquer les règles du mandat, et notamment, quand le bénéficiaire accepte après la mort de l'assuré, il devrait rembourser toutes les primes payées par ce dernier, ou s'il accepte du vivant de l'assuré, il devrait non seulement rembourser les primes payées, mais encore se charger du service des primes dans l'avenir. Le résultat auquel on aboutit est absolument contraire à l'intention des parties.

(1) Note sous Cassation, 22 juin 1891. S. 1891, 1, 177.

M. Levillain, dans une dissertation remarquable, expose ainsi les motifs qui font rejeter le système de la gestion d'affaire. « L'idée mère sur laquelle repose cette théorie, déclare M. Levillain, nous semble en effet contestable. D'abord, peut-on considérer comme un acte de gestion d'affaire, un acte unique, isolé, qu'un individu souscrit en son propre nom, pour le compte d'un tiers sans que cet acte ait aucune relation avec un fait de gestion antérieure et sans que le stipulant ait un intérêt personnel à sa passation ? C'est au moins fort discutable, et s'il existe des auteurs, Demolombe, Demante, Colmet de Santerre et Larombière qui se prononcent pour l'affirmative, il en est d'autres, Pothier, Vernet, Aubry et Rau, qui tiennent pour la négative. Or, si cette dernière doctrine est vraie, il est impossible de considérer celui qui souscrit une assurance sur la vie en faveur d'un tiers désigné, comme gérant d'affaire, de ce tiers ». « Du reste, ajoute M. Levillain, sans m'arrêter à cette première considération, comment n'être pas frappé de tout ce qu'il y a d'artificiel et de compliqué dans l'interprétation proposée ? Comment n'en être pas frappé quand on songe que la convention est simple de sa nature et ne révèle par aucun signe extérieur les combinaisons multiples que l'on s'efforce d'y découvrir (1). »

(1) Note au D. P. 1879, 2, 26.

CHAPITRE II

Effet de la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé.

Nous avons étudié jusqu'ici la nature de la clause bénéficiaire, et parmi les différentes théories que nous avons exposées, nous avons constaté que c'est la théorie de la stipulation pour autrui, des articles 1119 et 1121 du Code civil, qui en donne la meilleure explication juridique. C'est d'ailleurs celle admise aujourd'hui par la majorité des auteurs et par la jurisprudence.

Il nous reste à voir maintenant, quels sont les effets que cette clause engendre tant à l'égard du bénéficiaire de l'assurance, qu'à l'égard des tiers. La situation d'une personne désignée dans une police d'assurance, comme devant recueillir au décès de l'assuré, le montant du capital, n'est autre que celle du tiers bénéficiaire dans une stipulation pour autrui. Dès que la personne gratifiée aura accepté la disposition faite

en sa faveur, elle acquerra immédiatement un droit propre et direct sur le capital, droit qui n'aura jamais figuré dans le patrimoine du stipulant. Mais, ne va-t-on pas permettre ainsi à celui-ci, de porter atteinte aux droits qu'ont pu acquérir certaines personnes, sur son patrimoine ? En faisant passer directement, souvent tout son avoir, sur la tête de sa femme, de ses enfants, ou d'un tiers, ne fait-il pas échec à cette règle essentielle en matière de droit, « *nemo liberalis, nisi liberatus* » ?

On ne voit pas comment ce droit direct du bénéficiaire pourrait être contesté. L'intention du contractant, en effet, lorsqu'il désigne exactement la personne qu'il veut gratifier, n'est pas douteuse ; il entend attribuer la somme assurée, en propre à celle-ci et non à ses créanciers personnels ni à sa succession. Ce principe, du droit exclusif du bénéficiaire, est admis par la doctrine et par la jurisprudence. Même les auteurs qui se refusent à accepter la théorie de l'article 1121, n'hésitent pas à le reconnaître (1).

Après avoir dans une section I étudié les effets de la clause à l'égard du bénéficiaire lui-même, nous étudierons dans une section II, les effets qu'il produit à l'égard des tiers, c'est-à-dire, créanciers, héritiers, époux,

(1) Il suffit de se référer aux différentes doctrines que nous avons exposées précédemment pour s'en rendre compte.

SECTION I

EFFET DE LA CLAUSE A L'ÉGARD DU BÉNÉFICIAIRE.

Lorsqu'une personne stipule qu'à son décès, un capital sera versé à un tiers déterminé, elle entend conférer à ce tiers, un droit direct et propre sur ce capital ; mais tant que celui-ci n'a pas accepté, la stipulation faite à son profit, le stipulant conserve la faculté de disposer de la créance au profit de qui il lui plaira. C'est ce qui résulte a contrario de l'article 1121 du Code civil, qui déclare que celui qui a fait une stipulation ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter. Le contrat ne produira donc son effet que si le tiers a déclaré accepter la stipulation. Cette manifestation de volonté ne sera point le titre, la causa adquirendi, ce sera simplement la déclaration que le bénéficiaire entend profiter des avantages qu'on lui fait.

Aucune forme n'est exigée pour cette acceptation. La clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé étant une véritable stipulation pour autrui, doit nécessairement être soumise aux mêmes règles. « L'article 1121, dit un arrêt de la Cour de cassation du 8 février 1888, n'impose aucune autre condition, que la déclai-

ration par le gratifié, qu'il entend profiter de la stipulation intervenue en sa faveur et que la déclaration dont parle cet article 1121, n'impose aucune condition de validité (1). »

Une acceptation expresse n'est même pas exigée, il suffit que le bénéficiaire annonce d'une façon quelconque, son intention de profiter de la stipulation ; mais il faut que sa volonté soit manifestée d'une façon évidente et certaine, et résulte de faits non équivoques (2). Il y aurait par exemple acceptation tacite dans le fait pour le bénéficiaire de s'être presque aussitôt mis en possession de la police et d'avoir en mains les quittances de toutes les primes (3) ; de même au cas d'une assurance contractée par une femme au profit de son mari, ce dernier intervenant au contrat pour autoriser l'assurée, manifeste suffisamment son intention d'accepter (4).

Il est des cas cependant où une simple acceptation tacite ne peut suffire. Un père, contracte par exemple une assurance sur la vie au profit de son enfant mineur, l'assuré, qui est en même temps administrateur légal des biens de son enfant, peut accepter au nom

(1) S. 1888, 1, 129. D. P. 1888, 1, 201.

(2) Douai, 10 décembre 1895. D. P. 1896, 2, 417.

(3) Journ. des assur. 1893, p. 20.

(4) Paris, 5 mai 1899. D. P. 1901, 2, 240.

et dans l'intérêt de son enfant, mais on ne pourrait faire résulter une pareille acceptation, du fait que le père a signé le contrat d'assurance (1).

En un mot, il appartient au juge de résoudre la question dans chaque espèce et d'après les circonstances.

A quel moment doit se produire l'acceptation ? L'acceptation pourra se produire à tout moment tant que l'assuré n'aura pas usé de la faculté de révocation qu'il possède. Même après le décès de celui-ci, l'acceptation sera encore recevable, au cas de stipulation pour autrui, en effet, il ne s'agit pas d'une convention dans laquelle le tiers peut être considéré comme une partie ; le contrat est formé simplement entre le stipulant et le promettant, le tiers n'intervient que pour la détermination de la condition du mode dont elle est simplement l'objet (2). L'acceptation n'intervient d'ailleurs généralement qu'après le décès, car le plus souvent, l'assuré voulant se réserver jusqu'au bout son droit de révocation, le bénéficiaire ne connaîtra qu'à sa mort la disposition faite en sa faveur.

On a cependant objecté contre cette acceptation

(1) Civ. rej., 25 avril 1903. D. P. 1904, 1, 151.

(2) Paris, 10 mars 1896. S. 1898, 2, 245. D. P. 1896, 2, 465. Trib. civ. Mâcon, 12 juillet 1899. Dijon, 11 avril 1900. D. P. 1901, 2, 309.

tardive, l'article 932 du Code civil, aux termes duquel toute donation doit être acceptée du vivant du donateur. Cet article ne vise que les donations ordinaires vues avec défaveur par le Code, et la clause bénéficiaire ne constitue pas nécessairement un acte à titre gratuit. D'ailleurs, comme le font très bien remarquer MM. Aubry et Rau, la stipulation pour autrui n'est pas un contrat proprement dit ; c'est une condition accessoire, un mode d'un autre contrat formé par la volonté des deux parties qui y figurent. Si l'on voulait appliquer l'article 932 pour l'époque de l'acceptation, il faudrait également appliquer les règles relatives aux formes de l'acceptation ; or, personne n'admet ces conséquences (1).

L'acceptation après décès, bien que produisant les mêmes effets qu'une acceptation antérieure, aura cependant une importance moindre ; car l'acceptation antérieure constitue le seul obstacle à la révocation.

Comme l'acceptation faite durant la vie de l'assuré, l'acceptation postérieure à son décès pourra être expresse ou tacite ; elle résultera notamment de la réclamation que le bénéficiaire fait à la Compagnie du capital de l'assurance (2) ; mais le simple avis du

(1) Cassat. 27 mars 1888, 8 février 1888. D. P. 1888, 1, 201.

(2) Paris, 10 mars 1896, précité.

décès de l'assuré que donnerait le bénéficiaire à la Compagnie, n'établirait pas nécessairement chez lui l'intention d'accepter la stipulation faite à son profit et ne saurait valoir comme acceptation tacite.

Supposons que le bénéficiaire soit mort sans avoir accepté, ses héritiers pourront-ils accepter en son lieu et place ? Cette question ne se pose guère en pratique, car toutes les polices contiennent une clause aux termes de laquelle le bénéficiaire ne recueillera le bénéfice de l'assurance que s'il survit à l'assuré. En l'absence de clause, il semble qu'on doive refuser ce droit aux héritiers, bien que ces derniers héritent des créances, comme des dettes de leur auteur. Le contrat d'assurance sur la vie a un caractère spécial, la personne même du bénéficiaire en est la cause déterminante ; ce droit est donc personnel au tiers et il semble que l'exercice ne puisse en appartenir aux héritiers (1).

L'acceptation une fois intervenue, qu'elle soit expresse ou tacite, faite pendant la vie ou après la mort de l'assuré produit son effet du jour où le contrat a été passé, par application de l'article 1179 du

(1) Douai, 14 août 1890. S. 1892, 1, 179. Cassat. 22 juin 1892. D. P. 1892, 1, 205.

Code civil. L'attribution du bénéfice, dépendant du consentement de la personne gratifiée, son acceptation est sinon la condition, au moins la modalité essentielle. Or, lorsque la condition s'accomplit d'après l'article 1179, elle a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été pris. Cette acceptation a beau intervenir plus tard, comme elle n'est qu'une prise de possession d'un droit antérieurement acquis, elle est censée avoir été donnée dès le début (1).

Lorsque le tiers aura donc d'une façon quelconque, manifesté sa volonté d'accepter la stipulation faite à son profit, il acquerra sur le capital assuré, un droit actuel irrévocable. Quelques auteurs cependant, s'appuyant sur le caractère annal du contrat, ont nié que l'acceptation du bénéficiaire, empêchât le stipulant de révoquer sa disposition. « Il résulte, dit M. Couteau, de la faculté d'abandonner l'assurance par le non paiement de la prime, la conséquence que la transmission du bénéfice peut toujours en fait être l'objet d'une révocation (2). » De même M. Emelin (3) soutient la même manière de voir. « En fait, dit-il, l'assuré peut toujours révoquer la libéralité en ces-

(1) LEFORT. — Traité du contrat d'assurance sur la vie. Tome II. p. 112.

(2) COUTEAU, t. II, n° 455.

(3) EVELIN. — Manuel de l'assuré, p. 21.

sant de payer les primes. » On ne saurait nier que l'assuré peut, quand il le juge à propos, cesser le paiement des primes, et que le bénéficiaire ne saurait l'y contraindre, malgré son acceptation. Mais il restera toujours quelque chose à ce dernier sur lequel l'assuré ne pourra revenir, ce sera le droit à l'assurance réduite ou à la valeur de rachat. Et M. Couteau se contredit lui-même en permettant au bénéficiaire de maintenir le contrat en payant la prime et d'exiger de l'assuré le remboursement de ses dépenses. Il reconnaît donc par là l'irrévocabilité du droit du bénéficiaire.

Les principes que nous venons d'exposer en ce qui concerne l'acceptation du bénéficiaire, sont consacrés par le projet de loi présenté le 12 juillet 1904 dans son article 56, ainsi conçu : « La stipulation, en vertu de laquelle le bénéfice de l'assurance est attribué à un bénéficiaire déterminé, devient irrévocable par l'acceptation du bénéficiaire. Cette acceptation peut être expresse ou tacite ; tant que l'acceptation n'a point eu lieu, le droit de révoquer cette stipulation n'appartient qu'au stipulant et ne peut en conséquence être exercé de son vivant par ses créanciers, ni par ses représentants légaux. Ce droit de révocation ne peut être exercé après la mort du stipulant par les héritiers que trois mois au moins après que le bénéfice de l'assurance est devenu exigible et un mois au moins

après que le bénéficiaire de l'assurance a été mis en demeure d'avoir à déclarer s'il accepte. L'acceptation par le bénéficiaire et la stipulation faite à son profit ou la révocation n'est opposable à l'assureur que lorsqu'il en a eu connaissance. L'attribution du bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne déterminée est présumée faite sous la condition de l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité du capital ou de la rente assurée à moins que le contraire ne résulte des termes de la stipulation ou des circonstances (1) ».

SECTION II

EFFET DE LA CLAUSE BÉNÉFICIAIRE A L'ÉGARD DES TIERS.

D'après les principes admis par la doctrine et par la jurisprudence, le montant du capital assuré appartient en propre au bénéficiaire désigné et n'a jamais fait partie du patrimoine du stipulant. Cette manière de voir va entraîner pour certaines personnes les conséquences les plus graves. Les créanciers du défunt ne pourront élever au sujet de ce capital, aucune réclamation, ils n'auront pas le droit de pratiquer une saisie-arrêt, pas plus que d'intenter une

(1) Journal Officiel, 1904. Docum. parlam. Chambre des députés, session ordinaire de 1904, annexe n° 1918, p. 918.

action en séparation des patrimoines. Ses héritiers de même, seront sans qualité pour agir. Si le stipulant, enfin, était marié, le fût-il même sous le régime de la communauté, son conjoint survivant n'aura aucune action à exercer relativement à ce capital.

Il nous faut envisager successivement ces différentes catégories d'intéressés, et essayer de concilier ce principe du droit propre et exclusif du bénéficiaire, avec les dispositions spéciales qui les régissent.

Paragraphe I. — Droit des créanciers.

Deux catégories de créanciers peuvent être intéressées à l'attribution du bénéfice de l'assurance ; les créanciers de l'assuré d'une part, les créanciers du bénéficiaire d'autre part.

Ecartons de suite ces derniers, la détermination de leurs droits ne peut donner lieu à aucune difficulté. L'article 2092 leur confère un droit de gage général sur tous les biens de leur débiteur, et par suite sur le montant du capital, qui dès le jour de la signature de la police, est entré dans le patrimoine de celui-ci.

Quant aux créanciers de l'assuré, leur situation est différente. Ils n'ont, il est vrai, aucun droit sur le capital assuré, celui-ci n'a jamais fait partie du patrimoine de leur débiteur ; mais ce capital a été acquis

à l'aide de primes qui, elles, ont été versées par l'assuré, et, par suite, ont diminué leur gage commun. Ne doit-on pas tout au moins tenir compte aux créanciers du montant de ces primes ?

Pour bien examiner les difficultés qui se sont présentées, il est nécessaire de distinguer le cas où l'assuré est en déconfiture et le cas où l'assuré est en faillite.

1. — *L'assuré est en déconfiture.*

Lorsque nous avons étudié les effets de la clause au profit d'un bénéficiaire déterminé, nous avons vu que tant que celui-ci n'a pas accepté la stipulation faite en sa faveur, l'assuré conserve le droit de révoquer sa disposition et par suite de faire tomber le bénéfice dans son patrimoine.

Ce droit de révocation ne pourrait-il pas appartenir à ses créanciers, en vertu de l'article 1166, qui permet à ceux-ci d'exercer les droits et actions de leur débiteur ? Cet article n'a pas une portée absolue et le pouvoir qu'il donne aux créanciers se restreint uniquement aux droits qui ne sont pas exclusivement attachés à la personne du débiteur. Or, ici, ce droit de révocation est bien un droit personnel ; nul ne peut y porter atteinte sans l'assentiment de l'assuré. L'as-

surance au profit d'un tiers peut être à ce point de vue rapprochée des donations entre époux ; les deux stipulations sont révocables *ad nutum*, au gré du stipulant. L'article 1096 du Code civil proclame ce principe à l'égard des donations entre époux, et tout le monde s'accorde à dire que ce droit de révocation ne peut être exercé par les créanciers.

L'article 1166 d'ailleurs est une conséquence de l'article 2092, qui confère un droit de gage général aux créanciers ; or, le capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine du débiteur, et n'a par conséquent jamais été leur gage.

Ce que nous venons de dire au sujet du droit de révocation, doit être étendu aux droits de rachat et de réduction qui appartiennent également à l'assuré. L'article 1166 ne peut s'appliquer ; le stipulant est seul maître en cette matière et ses créanciers ne peuvent se substituer à lui pour l'exercice de ces différentes actions (1).

Les créanciers auront-ils tout au moins la ressource d'attaquer l'attribution bénéficiaire, comme faite en fraude de leurs droits en s'appuyant sur l'article 1167 du Code civil ? L'exercice de cette action est soumise à des conditions très rigoureuses. La doctrine tradi-

(1) LEFORT, t. II, p. 148. Rouen, 6 avril 1895. D. P. 1895, 2, 545. Paris, 10 mars 1896. D. P. 1896, 2, 465. S. 1898, 2, 245.

tionnelle distingue suivant que l'acte est à titre gratuit ou à titre onéreux ; si l'acte est à titre onéreux, la fraude est exigée non seulement de la part du créancier, mais encore de la part du débiteur ; si l'acte est à titre gratuit, la fraude du débiteur suffit. Or, comment le contrat qui est passé à titre onéreux avec la Compagnie, pourrait-il être attaqué à l'égard de cette dernière ? elle ne peut pas arriver à se rendre compte des motifs qui ont poussé le stipulant à signer la police ; une fraude à elle imputable ne peut ni se prouver, ni exister. La mauvaise foi de la Compagnie étant difficile à démontrer, l'application de l'article 1167 ne se conçoit guère.

Mais il y a plus, pour pouvoir exercer cette action, il faut que les créanciers aient souffert un préjudice. Le débiteur doit avoir provoqué ou tout au moins augmenté son insolvabilité. Jamais une telle condition ne se réalisera, puisque le capital assuré passera directement dans le patrimoine du bénéficiaire sans jamais avoir fait partie de celui du débiteur.

Les créanciers n'auront en aucun cas le droit de réclamer en vertu de l'action Paulienne, le capital assuré (1).

(1) LEFORT, t. II, p. 279, note 2. Lyon, 1^{er} mai 1888. Journ. assur., 1888, 502. Grenoble, 11 décembre 1894. D. P. 1896, 2, 97.

La question ne peut donc se présenter que pour les primes, et encore dans tous les cas la restitution des primes ne saurait être imposée. Celles-ci sont prises généralement sur les revenus et il est de la nature des revenus d'être dépensés ; aucun reproche ne saurait donc être fait au sujet de leur affectation à une opération aussi sage. Les créanciers ne pourront pas voir par là, une diminution de leur gage, puisque leurs droits portent non pas sur les fruits destinés à être consommés, mais sur le capital. Ce n'est qu'au cas où les prélèvements destinés à acquitter les primes seraient excessifs et hors de proportion avec les ressources du stipulant, que les créanciers pourraient agir. Aucune règle de principe ne saurait être tracée en pareil cas ; il s'agit ici d'une pure question d'appréciation, pour laquelle le juge du fait est appréciateur souverain.

2. — *L'assuré est en état de faillite.*

La question que nous examinons présente surtout de l'intérêt en matière de faillite, par suite des dispositions spéciales du Code de commerce.

Supposons d'abord que la faillite intervienne du vivant de l'assuré. Le jugement déclaratif de faillite va-t-il mettre fin au contrat ? D'après l'article 444

du Code de commerce, le jugement déclaratif de faillite rend exigible à l'égard du failli toutes les dettes non échues. La disposition de cet article est sans application ici puisque l'assuré n'est pas débiteur de l'assureur, le paiement de la prime étant purement facultatif. Rien n'empêchera donc l'assuré non seulement de souscrire une police, mais encore de continuer le contrat conclu à une époque antérieure à la faillite. La solution doit être la même, qu'il y ait concordat ou qu'il y ait union. Par le concordat, le failli est remplacé à la tête de ses affaires ; il a obtenu la remise d'une partie de ses dettes, il est donc censé ne plus rien devoir à ses créanciers. Le failli en état d'union est dessaisi de l'administration de ses biens, qui est laissée au syndic désigné par les créanciers (art. 443 du Code de commerce). Cette situation ne met cependant pas le failli dans l'impossibilité de faire un acte quelconque. La doctrine et la jurisprudence, reconnaissent au commerçant en état de faillite, la capacité suffisante pour se livrer à un travail personnel et pour contracter de nouveaux engagements. Rien ne s'oppose donc à ce qu'il signe une assurance sur la vie, et continue à prélever sur ses gains personnels, les sommes nécessaires au paiement des primes. Cette assurance pourra être contractée, soit en faveur d'un bénéficiaire quelconque, soit en faveur d'un de ses créanciers, pourvu que dans ce dernier cas, tout soit

fait sans fraude et sans violation des règles d'égalité en matière de faillite.

De même que le failli peut continuer l'assurance, de même il peut changer l'attribution du bénéfice tant que la personne primitivement désignée n'a pas manifesté son intention d'accepter. C'est en vain qu'on a objecté que l'assuré se réserve ainsi la faculté de disposer de l'assurance. L'état de faillite n'apporte aucune modification aux règles de l'attribution du bénéfice, et le failli peut, si bon lui semble, ou faire rentrer le capital dans son patrimoine en révoquant la police, ou substituer un bénéfice à un autre.

Si en droit, le jugement déclaratif de faillite ne met pas fin au contrat, en fait cependant, le failli sera presque toujours dans l'impossibilité de payer les primes ; un commerçant failli trouvera en effet difficilement les sommes nécessaires pour assurer le maintien de l'assurance.

Le syndic chargé de l'intérêt des créanciers aura donc fort peu de droits à faire valoir. Si le bénéficiaire désigné dans le contrat, a accepté la stipulation, il a acquis sur le capital un droit irrévocable que les créanciers ne pourront contester. Si le bénéficiaire n'a pas encore accepté, le syndic ne pourra exercer ni le droit de révocation, ni le droit de rachat ; ces droits, par suite de leur caractère personnel, appartiennent exclusivement à l'assuré. Tout ce que la fail-

lite peut obtenir, c'est, suivant les circonstances, le rapport des primes.

En pratique cependant, on reconnaît généralement au syndic le droit de rachat ; mais cette solution est inacceptable en droit. Se basant sur l'article 487 du Code de commerce, qui autorise le syndic à transiger, les statuts des Compagnies lui permettent d'exercer le rachat avec l'autorisation du juge commissaire. Outre que le droit de rachat est un droit exclusivement personnel à l'assuré et ne saurait être exercé que par lui, c'est commettre une véritable confusion que d'assimiler le rachat à une transaction ; l'article 2044 du Code civil définit la transaction « le contrat par lequel les parties terminent des contestations nées ou préviennent des contestations à naître ». Lorsqu'il s'agit de racheter une assurance, il n'y a pas de contestation, il y a simplement renonciation à un contrat.

Le syndic ne se trouve donc investi que de l'administration ou du moins de l'exercice des droits actifs. Si exceptionnellement il peut faire de nouveaux contrats, ce n'est que relativement aux biens qui formaient la masse et non à ceux qui échappent au droit de gage général des créanciers (1).

(1) LEFORT, t. II, p. 289.

Si l'assuré décède en état de faillite, la condition de laquelle dépendait l'exigibilité du capital est réalisée, la Compagnie est tenue de remplir son engagement ; envers qui devra-t-elle valablement se libérer ? sera-ce envers le bénéficiaire désigné dans la police ou envers la masse des créanciers, représentés par le syndic ? Les créanciers, ainsi que nous l'avons déjà dit, ne peuvent élever de prétentions que sur les biens qui font partie du patrimoine de leur débiteur ; le tiers ayant été saisi immédiatement et directement de la créance contre la Compagnie, cette créance n'a jamais à aucun moment fait partie du patrimoine du stipulant ; le bénéfice ne pourra en être réclamé par ses créanciers. C'est seulement au cas où le tiers n'accepterait pas, que ceux-ci pourraient y élever quelques prétentions (1).

La jurisprudence cependant a hésité avant d'admettre la validité des stipulations intervenues pendant la période suspecte qui précède la faillite. Voyant tout d'abord dans la stipulation pour autrui, une offre faite gratuitement, elle devait nécessairement la considérer comme constituant dans les rapports du stipulant et du bénéficiaire, une véritable donation, et par suite faite pendant la période sus-

(1) Cassat. 23 janvier 1889, s. 1889, 1, 353. D. P. 1890, 1, 73.

pecte, elle tombait nécessairement sous le coup des articles 446 et 447 du Code de commerce. L'article 446 frappe de nullité tous les actes à titre gratuit faits pendant la période suspecte ; quant à l'article 447, voulant faciliter l'exercice de l'action Paulienne du Code civil, il soumet cette action à des conditions moins rigoureuses.

L'application de l'article 446 a été admise par un arrêt de la Cour d'Alger, du 15 juin 1876 : « Attendu en résumé, qu'il y a dans l'acte de police, stipulation d'assurance au profit de B..., transmission gratuite du bénéfice de l'assurance au profit d'un tiers par application de l'article 1121 du Code civil, transmission faite dans la période prohibitive prévue par l'article 446 du Code de commerce, par suite nullité non absolue mais relative au regard des créanciers de la masse ». Cet arrêt, voyant dans la désignation du bénéficiaire une rétrocession d'un droit acquis au stipulant en déduit logiquement qu'il y a là une donation (1).

Cet article est nettement écarté par l'arrêt de Bordeaux du 21 mai 1885 (2). « Il faut reconnaître que les articles 446 et 447 ne peuvent concerner que les biens

(1) D. P. 1878, 2, 116. Dans le même sens. Grenoble, 2 février 1882, s. 82, 2, 106. Cassat. 17 août 1880, s. 82, 1, 31.

(2) S. 1886, 2, 38.

et valeurs concernant l'actif du failli... mais ne sauraient s'appliquer aux 20.000 francs qui, par l'effet juridique de la stipulation insérée dans la police, doivent être envisagés, comme n'ayant jamais fait partie dudit actif. » Cet arrêt, confirmé le 27 mars 1888 (1) par la Cour de cassation a fixé définitivement la pratique. Le montant de la somme assurée n'ayant jamais fait partie du patrimoine du failli, il ne peut être question d'appliquer les articles 446 et 447 du Code de commerce.

On pourrait se demander seulement si les créanciers du failli n'auraient pas la faculté de réclamer le rapport des primes, qui, elles, sont sorties du patrimoine du stipulant. Si les primes sont prises sur les revenus, ce qui est le cas général, les créanciers ne pourront en exiger la restitution. Mais, si elles sont en disproportion manifeste avec les ressources de l'assuré, et que, par suite, elles puissent être considérées comme une partie de son capital, les créanciers pourront en exiger le rapport à la masse (2).

(1) D. P. 1888, 4, 198, s. 1888, 4, 121.

(2) Art. 61 du projet de loi du 12 juillet 1904. ...« le capital assuré, au profit d'un bénéficiaire déterminé ne peut être réclaté par les créanciers de l'assuré. Ces derniers ont seulement droit au remboursement des primes, dans les cas indiqués par l'article 77, 2^e alinéa, en vertu soit de l'art. 1167 du Code civil, soit en vertu des art. 446 et 447 du Code de commerce ».

ASSURANCE CONTRACTÉE PAR UN MARI COMMERÇANT
AU PROFIT DE SA FEMME.

Un cas intéressant qui a été l'objet d'un mouvement analogue de jurisprudence est celui d'une assurance contractée par un mari commerçant, mort en état de faillite, au profit de sa femme. D'après les principes généraux que nous avons exposés, le tiers nettement désigné acquiert un droit direct sur le capital assuré qui, par conséquent, échappe à l'action des créanciers.

Lorsque l'assurance est contractée par un mari commerçant au profit de sa femme, deux moyens nouveaux s'offrent aux créanciers. Ce sont les articles 559 et 564 du Code de commerce.

L'article 559 présume que tous les biens acquis par la femme du failli lui ont été payés des deniers du mari, et lui ordonne d'en faire le rapport à la masse ; l'article 564 défend à la femme d'exercer aucun droit à raison des avantages portés au contrat de mariage.

L'article 559 du Code de commerce a pour but d'éviter la fraude. Il vise le cas où la femme du failli aurait fait des acquisitions nouvelles durant le cours du mariage et décide que ces biens ainsi acquis ont été payés des deniers du mari, et doivent, par suite, être réunis à son actif, sauf à la femme à faire preuve du

contraire. On ne voit pas comment cet article pourrait trouver place en matière d'assurance sur la vie. Le montant d'une assurance stipulée payable lors du décès du mari n'a jamais fait partie de l'actif de celui-ci. Car c'est précisément au moment où le mari disparaîtra que le capital sera touché. La femme est complètement étrangère au contrat, et le capital auquel elle a droit s'est formé tout à fait en dehors d'elle.

Quant à l'article 564, il n'y a pas lieu de s'y arrêter. Il interdit à la femme d'un mari commerçant d'exercer en cas de faillite de son époux aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage, et d'après l'opinion généralement admise, à raison de toutes libéralités. Le mari lorsqu'il souscrit un contrat d'assurance dans l'intérêt de sa femme, a-t-il l'intention de faire une libéralité ? Le fait d'attribuer un bénéfice à un tiers ne constitue pas nécessairement une libéralité. Le bénéfice de l'assurance, d'ailleurs, n'est pas sorti de son patrimoine ; le mari s'est dépouillé uniquement de la somme nécessaire à l'acquittement de la prime ; et comme d'une part cette somme est très minime et se prend généralement sur les revenus et que, d'autre part, le mari a le droit de disposer de ses revenus, on ne saurait le lui reprocher. Il n'y a pas à comparer l'acte d'un homme consentant à prendre une fraction de ses biens propres pour les

donner à sa femme et l'acte d'un mari contractant en faveur de sa femme une assurance sur la vie (1).

Les articles 564 et 559 ont été l'objet d'un mouvement de jurisprudence analogue à celui que nous avons vu pour les articles 446 et 447 du Code de commerce.

Jusqu'en 1881, la jurisprudence décidait que le profit de l'assurance contractée par un mari pour sa femme devait, nonobstant la faillite du contractant, être attribué à la personne gratifiée considérée comme déterminée. Un jugement du tribunal civil de la Seine, du 24 février 1877 (2), consacrant la jurisprudence antérieure avait rejeté les prétentions des créanciers d'un commerçant décédé en état de faillite qui réclamaient le bénéfice de l'assurance par application des articles 559 et 564 du Code de commerce. En appel, la Cour de Paris (3) décida que le montant de l'assurance sur la vie, contractée par un commerçant, devient, après son décès, suivi de sa mise en faillite, la propriété de cette faillite, sans que la veuve et les enfants aient à y prétendre. Cette décision de la Cour de Paris se basait sur cette idée que l'attribu-

(1) Conclusion de l'avocat général Chevrier. Paris, 1^{er} août 1879, s. 1880, 2, 249. D. P. 1884, 1, 402. COUTEAU, t. II, p. 514, note.

(2) Journ. des assur., 1877, p. 183.

(3) Paris, 1^{er} août 1879, précité.

tion ainsi faite constituait un avantage purement gratuit, soumis aux règles du Code civil et du Code de commerce. La Cour de cassation confirma cette doctrine dans son arrêt du 2 mars 1881 (1).

Cette manière de voir, qui concordait, il est vrai, avec l'analyse de la stipulation pour autrui que donnait alors la jurisprudence, ne pouvait qu'entraver le développement des assurances sur la vie. Que veut, en effet, le stipulant lorsqu'il contracte au profit de sa femme ? Il veut la garantir contre les risques de sa mort prématurée, il entend, par conséquent, lui attribuer en propre la créance contre la Compagnie.

Le 2 juillet 1884 (2), la Cour de cassation proclama qu'en cas d'attribution directe à une personne expressément désignée, le bénéfice doit être recueilli par le gratifié, à l'exclusion des créanciers du signataire de la police, que le capital assuré ne sort pas du patrimoine du contractant et qu'il est acquis directement par le bénéficiaire au moment de la conclusion du contrat.

Les partisans de l'ancienne jurisprudence reconnurent que « cette décision était de nature à influencer la jurisprudence, qui décide qu'en cas d'assurance contractée par un mari commerçant au profit de sa

(1) S. 1881, 1, 145. D. P. 1881, 1, 402.

(2) S. 1885, 1, 11. D. P. 1885, 1, 150.

femme, le capital assuré doit, survenant le décès du mari en état de cessation des paiements, être attribué pour le tout aux créanciers de la faillite (1) ». Aussi la Cour de cassation, accordant à la femme un droit propre et exclusif, reconnaît-elle formellement dans un arrêt du 22 février 1888, « que les dispositions des articles 559 et 564 ne sauraient s'appliquer à une assurance sur la vie contractée directement au profit de la femme du failli et n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré ; que l'avantage ainsi créé par l'assuré au profit de sa femme, n'appartient pas plus aux créanciers de l'assuré qu'à l'assuré lui-même, sauf le droit d'exiger, suivant les circonstances, la restitution des primes payées par l'assuré sur ses fonds personnels (2) ».

Les primes seules pourront être l'objet d'une réclamation de la part des créanciers. Généralement comme elles sont peu importantes et prises sur les revenus, elles ne constituent pas une libéralité. Ce sera au tribunal à apprécier suivant les circonstances de la cause si les primes doivent être rapportées. « Attendu, sans aucun doute, dit un jugement de la Cour d'Aix du 24 mars 1886, si le service des primes avait été fait au détriment du patrimoine de X..., sa femme serait,

(1) LEFORT, t. II, p. 302, note.

(2) S. 1888, 1, 430. D. P. 1888, 1, 198.

dans cette mesure, gratifiée d'une libéralité; mais que, dans l'espèce, il se trouve que X... a pu, conformément à ses prévisions, pourvoir aux paiements peu importants qu'il a faits à la Compagnie, au moyen de prélèvements sur les revenus courants, de petites privations sur les dépenses quotidiennes et peut-être d'un tribut perçu sur les modestes ressources personnelles de sa femme, en un mot sans que la société d'acquêts, dont il était le gérant, ait été le moins du monde appauvrie ou même gênée dans son fonctionnement, c'est-à-dire que ses déboursés se compensèrent avec ce qui eût été absorbé si la famille X... *lautius vixisset*, suivant l'expression du droit romain.

« Attendu que nul n'a le droit de critiquer l'emploi fait par une personne des deniers, que dans la mesure d'une bonne administration, elle consacre à ses besoins et même à son agrément et que, dans l'espèce, c'est un bon emploi que celui fait par X... des retranchements qu'il a opérés sur d'autres dépenses normales (1). »

En un mot, les créanciers ne pourront demander le rapport des primes en se basant sur les articles 564 et 559 que dans le cas où, par leur importance, elles pourraient être considérées comme une partie du capital du failli.

(1) S. 1887, 2. 214.

Paragraphe II. — Droit des héritiers.

Des difficultés analogues à celles que nous avons rencontrées au paragraphe précédent vont surgir entre les héritiers de l'assuré et le bénéficiaire. Nous avons vu que l'assuré qui souscrit une police d'assurance au profit d'une personne déterminée confère à celle-ci un droit propre et direct sur le capital assuré, dès le jour du contrat, si nous faisons une juste application de ces principes, nous devons donc décider que le bénéficiaire touchera la somme due par la Compagnie, abstraction faite de toute autre qualité ; et s'il est héritier, il recevra le capital non pas *jure hereditario*, mais bien *jure proprio* ; même s'il refuse la succession il pourra recueillir le montant de l'assurance. Quant aux autres héritiers, s'il en existe, ils ne pourront rien réclamer.

Telle est la règle générale, les héritiers sont sans qualité pour contester la stipulation en elle-même. Mais ne pourront-ils pas intervenir pour attaquer la disposition, en invoquant les articles 913 et 843 du Code civil ?

L'article 843, en organisant le rapport, a pour but d'établir l'égalité entre les cohéritiers, dont un ou quelques-uns auraient été avantagés par le défunt. L'héritier avantagé devra rapporter à la succession

son avantage, c'est-à-dire le remettre dans la masse ou, s'il le conserve, l'imputer sur sa part, de sorte qu'il ne recueille pas plus que ses cohéritiers. On ne voit pas comment la règle du rapport pourrait être invoquée en cette matière. Le capital assuré n'a pas fait partie du patrimoine du défunt ; la somme que touche l'héritier provient d'un patrimoine distinct de celui de l'assuré ; les autres successibles ne pourront donc se plaindre.

L'article 913 permet aux héritiers de faire réduire les donations excessives qui ont pu entamer la réserve. Celle-ci ne se compose que de biens ayant appartenu au défunt, et l'action en réduction qui est accordée par le Code civil aux héritiers réservataires ne peut porter que sur des biens qui ont fait partie de cette réserve ; or, le capital d'une assurance stipulée payable à une personne déterminée ne peut être considéré comme un des biens laissés par le défunt. La créance due par la Compagnie n'a jamais existé à son profit ; elle a toujours existé au profit du bénéficiaire, qui est devenu créancier direct dès le jour du contrat. Il faut donc exclure l'application de l'article 913 de l'assurance sur la vie et dire que les règles sur la réduction ne sont pas à invoquer ici.

La jurisprudence qui, pour la solution des conflits entre les créanciers de l'assuré et le bénéficiaire, faisait une juste application des principes qu'elle avait

admis, a hésité longtemps lorsqu'il s'est agi des héritiers. Tant qu'elle a considéré l'assurance sur la vie au profit d'un tiers comme la combinaison de deux contrats, d'une part, contrat entre le stipulant et la Compagnie, d'autre part, offre de ce contrat au tiers, il était logique d'appliquer les règles des articles 913 et 843 du Code civil (1), car le montant du capital assuré avait fait partie, un moment du moins, du patrimoine du stipulant. Mais quand, dans son arrêt de principe du 16 janvier 1888, la Cour de cassation, modifiant sa première manière de voir, consacra d'une manière formelle un droit direct et personnel au profit du bénéficiaire désigné, elle aurait dû, comme conséquence de sa théorie, rejeter l'application des articles 913 et 843 du Code civil. Il n'en fut rien ; elle continua à comprendre le capital dans la masse partageable pour le calcul de la quotité disponible et à y appliquer les règles de la réserve. Voyant à tort dans la stipulation toujours une libéralité, elle la déclarait rapportable et réductible comme toutes les libéralités.

Partant du même principe, la jurisprudence arrive ainsi à donner des solutions tout opposées lorsqu'il s'agit des créanciers de l'assuré ou lorsqu'il s'agit de ses héritiers. Ces deux catégories de tiers sont sou-

(1) Rouen, 5 février 1878. D. P. 1878, 2, 189, s. 1878, 2, 272. Douai, 14 février 1884. s. 1888, 2, 49. D. P. 1887, 2, 136.

mises, il est vrai, à des règles fort différentes. Alors que le débiteur peut par des actes qui ne sont pas frauduleux avantager certains de ses créanciers, le *de cujus* ne peut avantager un héritier au détriment des autres ; de même qu'un débiteur peut, par des donations de bonne foi, diminuer le gage de ses créanciers, un *de cujus* ne peut porter atteinte aux droits des réservataires. Ces considérations ne suffisent pas cependant à expliquer ces décisions si différentes de la jurisprudence. La contradiction existe et est manifeste.

M. Boistel, dans une note insérée au *Dalloz* (1), a tenté de donner une explication de cette anomalie. Il est très admissible, dit-il, qu'un bien soit dans le patrimoine de l'assuré au regard des héritiers, sans y être au regard des créanciers. Ces derniers ne peuvent critiquer un acte fait par leur auteur qu'autant qu'il y a un véritable appauvrissement de sa part ; le simple manque de gagner, le refus d'augmenter le patrimoine ne donne pas lieu à l'action paulienne de l'article 1167, ni aux articles 559 et 564 du Code de commerce, qui établissent des règles analogues. Mais il n'en est pas de même de l'action accordée aux héritiers. Cette action repose sur le principe de l'égalité

(1) D. P. 1889, 2, 155.

qui doit exister entre eux. Si, d'une façon quelconque, le *de cujus* a fait acquérir une valeur à un de ses successibles, soit par une donation directe, soit même par une donation indirecte, il a rompu ainsi l'égalité et cette opération doit être soumise aux règles du rapport et de la réduction. La manière de voir de la jurisprudence à l'égard des héritiers peut donc parfaitement s'expliquer.

Pour justifier sa théorie, M. Boistel s'appuie sur l'article 854 du Code civil, qui décide que dans le cas où l'héritier aura été associé avec le défunt, les profits retirés par celui-ci ne seront exemptés du rapport que s'il n'y a pas eu avantage indirect stipulé en sa faveur *ab initio*. Cet article suppose que l'héritier a une part dans les gains plus forte que dans les pertes ou une part dans les gains, non proportionnelle à sa mise. Ce que le successible reçoit ainsi constitue un avantage indirect. Cet avantage n'a jamais fait partie du patrimoine du *de cujus* qui ne s'est pas appauvri, mais a simplement manqué de gagner ; et cependant dans ce cas, la loi impose le rapport à l'héritier associé. M. Boistel voit une situation analogue dans celle du bénéficiaire d'une assurance sur la vie. L'assuré pourrait laisser arriver dans ses biens le capital promis, puisque la Compagnie lui offre de payer à qui il veut ; au lieu de cela il le fait entrer dans les biens du bénéficiaire. Il y a donc manque de gagner et par suite

application de l'article 854. Le même raisonnement doit également être tenu au sujet de la réduction qui, en principe, porte sur toutes les libéralités soumises au rapport.

M. Charmont a proposé une explication analogue (1). Les deux manières de voir de la jurisprudence qui, au premier abord, paraissent contradictoires, peuvent se concilier. L'action paulienne n'est possible que pour les actes qui appauvrissent le débiteur ; or, dans une assurance sur vie, l'assuré qui est le débiteur ne s'est pas appauvri, il a simplement manqué de s'enrichir ; les créanciers ne pourront par suite intenter cette action. Le rapport, au contraire, a une portée beaucoup plus grande ; il s'applique à toutes les donations directes ou indirectes (articles 853 et 854). Si, par exemple, le contrat est une société et que le *de cujus* en fixant le mode de partage favorise son héritier, il abandonne ainsi une partie des avantages auxquels il aurait droit ; dans ce cas, tout le monde admet que le rapport est dû ; et pourtant on ne peut pas dire qu'il se soit appauvri, il a simplement négligé de s'enrichir. Tel est le cas d'une assurance sur la vie ; le capital assuré doit, par conséquent, être soumis au rapport. Il faut en dire autant de l'action en réduction, puisque toute libéralité sou-

(1) Revue critique de législation et de jurisprudence, 1897, p. 337.

mise au rapport tombe également sous le coup de cette action.

Les explications de MM. Boistel et Charmont ne suffisent pas pour concilier les deux conceptions de la jurisprudence. L'assimilation faite par ces auteurs entre un contrat d'assurance et un contrat de société n'est pas toujours exacte. Si une part plus forte est attribuée dans la société, dans l'assurance sur la vie, le bénéfice tout entier est attribué au bénéficiaire ; or, pareille société est nulle aux termes de l'article 1855 du Code civil.

Et, d'ailleurs, on ne peut affirmer, comme le font ces auteurs, qu'il y ait manque de gagner pour l'assuré. Rien ne prouve que celui-ci ne stipulant pas pour le bénéficiaire eût stipulé pour lui-même ; il eût peut-être préféré gratifier une autre personne que de gratifier sa succession.

Cette anomalie de la jurisprudence subsista jusqu'en 1896. A partir de ce moment, elle abandonna son ancienne manière de voir pour adopter une solution beaucoup plus rationnelle et conforme au principe consacré depuis un certain temps déjà du droit propre et exclusif de la personne gratifiée.

Le point de départ de la modification date d'un arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 1896 (1). Ces

(1) D. P. 1897, 4, 78.

principes consacrés déjà par de nombreuses décisions postérieures sont appelés, il faut l'espérer, à devenir définitifs (1).

« Attendu en droit que le contrat d'assurance sur
« la vie, par lequel il est purement et simplement sti-
« pulé que, moyennant le paiement de primes an-
« nuelles, une somme déterminée sera, à la mort du
« stipulant, versée à une personne spécialement dési-
« gnée, doit avoir pour effet, au cas où le contrat a
« été maintenu par le paiement régulier des primes,
« d'une part d'obliger à la mort du stipulant, le pro-
« mettant à verser le capital assuré entre les mains
« du tiers désigné, et, d'autre part, de créer à ce
« même instant un droit de créance contre le promet-
« tant.

« Attendu que ce droit est personnel au tiers béné-
« ficiaire, ne repose que sur sa tête et ainsi ne consti-
« tue pas une valeur successorale, qu'en effet le capi-
« tal assuré n'existe pas dans les biens du stipulant
« pendant sa vie, puisque ce capital ne se forme et ne
« commence d'exister que par le fait même de la mort
« du stipulant, et que, d'un autre côté, le contrat n'en
« attribue à celui-ci ni le bénéfice personnel, ni la
« disposition, et ne lui laisse que la faculté de rendre

(1) Amiens, 18 mai 1897, s. 1901, 2, 12. Paris, 5 mai 1899. D. P. 1901, 2, 240. Paris, 10 janvier 1900. D. P. 1900, 2, 489.

« nul les effets de la convention par le non-paiement
« des primes, au cas où elles ne seraient pas payées
« par d'autres ou de révoquer la stipulation, si elle
« n'avait été acceptée par le tiers bénéficiaire.

« Attendu que le capital assuré n'ayant jamais fait
« partie du patrimoine du stipulant, ne constituant
« pas une valeur successorale, ne saurait, par suite,
« entrer en compte pour le calcul de la réserve.

« Attendu en fait que l'arrêt attaqué constate que
« la dame F..., veuve du sieur T..., est bénéficiaire de
« deux polices d'assurances, souscrites par son mari
« pour une somme de 20.000 fr., avec stipulation qu'à
« son décès cette somme serait versée à sa veuve ;
« que, par l'acceptation de cette dernière, le capital
« assuré devant être considéré comme n'ayant ja-
« mais fait partie du patrimoine du mari, l'arrêt
« déclare que la somme de 20.000 fr., montant des
« assurances, ne doit pas entrer en compte pour l'éta-
« blissement de la réserve, à laquelle avait droit la
« mère du stipulant.

« Qu'en statuant ainsi, il n'a fait qu'une juste ap-
« plication de la loi. »

Si le rapport et la réduction ne doivent pas s'appli-
quer au capital assuré, ils peuvent tout au moins
frapper, dans certains cas, le montant des primes
déboursées par le stipulant.

Il est évident que les primes payées sur le capital

de l'assuré ou hors de proportion avec ses ressources doivent être rapportées et peuvent être sujettes à réduction. Mais que décider si les primes sont prises sur les revenus ? Il semble que ces primes ne sont ni réductibles, ni rapportables. Il est de la nature des revenus d'être dépensés et aucun reproche ne saurait atteindre la personne qui a négligé de les épargner, de les capitaliser. Cette manière de voir est, d'ailleurs, conforme aux tendances de la Cour de cassation et a été consacrée par plusieurs arrêts (1).

Il peut arriver que, par suite de la longue existence de l'assuré, la totalité des primes qu'il a payées dépasse la somme versée au bénéficiaire par la Compagnie. Au cas où ces primes seraient sujettes au rapport ou à la réduction, sur quoi faudrait-il les faire porter ? Sur la totalité des primes ou sur le capital touché par le bénéficiaire ?

(1) Cassat. 22 février 1888, s. 1888, 1, 130. D. P. 1888, 1, 198.
Cassat. 23 juillet 1889, s. 1891, 1, 7. D. P. 1890, 1, 383.

Projet de loi sur les assurances. Article 60. Après avoir décidé dans son premier alinéa que « les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne sont soumises, ni aux règles du rapport à succession, ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré », ajoute dans son deuxième alinéa « les règles ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés ».

La question s'est présentée devant la Cour de Paris (1) qui a décidé que la libéralité portait sur la totalité des primes. Le bénéficiaire avait la faculté d'accepter ou de refuser le contrat stipulé à son profit. Par son acceptation « il a fait sien avec toutes les conséquences qu'il comporte au point de vue tant du capital à payer par la Compagnie d'assurances que des sommes qui ont été payées par l'assuré pour alimenter l'assurance ». Aucun principe juridique ne permet de le restituer contre cette acceptation par le seul motif qu'elle lui serait désavantageuse.

Ce raisonnement ne nous paraît pas exact. Le rapport et la réduction ne peuvent porter que sur le montant de la libéralité. Or, pour constituer une donation, il faut appauvrissement du donateur, enrichissement du donataire. Il n'y a donation que dans la mesure où le donataire s'est enrichi. L'excédent des primes a contribué, il est vrai, à l'appauvrissement de l'assuré, mais n'a pas augmenté l'enrichissement du bénéficiaire. Il ne pouvait donc être compris dans la donation.

(1) Paris, 10 janvier 1900, s. 1904, 2, 105. Note de M. WAHL.

Paragraphe III. — Droit des époux.

Nous avons envisagé jusqu'ici le cas où la police d'assurance était contractée au profit d'un tiers étranger au stipulant ; il nous faut voir maintenant ce qui se produit quand le bénéficiaire est le conjoint de l'assuré. La conciliation du droit propre du bénéficiaire, avec les règles des régimes matrimoniaux, a soulevé de très vives difficultés.

On peut distinguer deux grandes classes parmi les régimes matrimoniaux : régimes de communauté, régimes sans communautés. Ces derniers, qui comprennent le régime exclusif de communauté ou régime sans communauté proprement dit, le régime dotal et le régime de séparation de biens, laissent tout au moins, quant à la propriété, les patrimoines des époux complètement indépendants ; toutes les acquisitions faites par un époux lui restent propres. Si les époux sont mariés sous un des ces régimes, le conjoint bénéficiaire recueillera seul le capital assuré ; leur situation, relativement à l'assurance, sera la même que celle de personnes non mariées. Pour déterminer les effets de cette assurance, il suffira donc de se reporter aux principes généraux que nous avons établis précé-

demment (1). Le conjoint désigné dans le contrat recueille le bénéfice, conformément à l'article 1121 du Code civil ; dès l'instant qu'il a accepté la stipulation faite en sa faveur, il acquiert sur le capital un droit direct et irrévocable, remontant au jour de la convention. Les droits des époux n'étant pas confondus, le montant de l'assurance restera en dehors de la liquidation de la succession. Quant aux primes, elles ne donneront lieu à aucun règlement de compte entre époux, du moment qu'elles ont été payées par l'assuré, avec ses propres deniers, dont il avait la libre disposition.

Si les époux ont adopté le régime de communauté, la situation n'est plus aussi simple. A côté du patrimoine propre de chaque époux, il y a le patrimoine commun. Dans lequel de ces patrimoines va tomber le capital dû par la Compagnie ? Le patrimoine auquel sera versé le montant de l'assurance ne devra-t-il pas aux autres une indemnité ou une récompense ? et s'il y a lieu quel sera le montant de cette récompense ?

L'assurance peut être contractée par le mari au profit de sa femme ou réciproquement par la femme au profit du mari, sauf la question spéciale de capacité pour la femme, question qui ne rentre pas dans

(1) BAZENET. — De l'assurance sur la vie contractée par l'un des époux au profit de l'autre, p. 45.

le cadre de notre étude, la situation est la même dans les deux cas. L'assurance conclue par le mari au profit de sa femme étant de beaucoup plus fréquente, nous nous placerons toujours dans ce cas pour résoudre les difficultés que nous allons rencontrer.

1° Assurance antérieure au mariage.

Une personne contracte une assurance sur la vie au profit d'un bénéficiaire désigné ; postérieurement au contrat l'assuré épouse la bénéficiaire. Cette assurance peu pratiquée en France est, à l'étranger, d'un usage courant.

Par application de l'article 1121, la personne gratifiée acquiert sur le capital un droit propre et exclusif dès le jour du contrat.

Si le mariage avec la personne gratifiée suit le contrat d'assurance, le droit au capital ne tombera pas dans la communauté, lorsque les époux auront adopté le régime de la communauté réduite aux acquets. Aucun doute ne saurait s'élever en présence de l'article 1498 du Code civil, qui dispose que les époux sont censés exclure de la communauté leur mobilier respectif présent, c'est-à-dire le mobilier appartenant aux époux avant la célébration du mariage.

La question est plus délicate si les époux ont adopté

le régime de communauté légale. L'article 1401, 1^o du Code civil fait tomber en communauté le mobilier appartenant aux époux le jour du mariage ; la créance contre la Compagnie devrait donc faire partie du patrimoine commun. Mais tel n'a pas été l'avis de la jurisprudence. S'appuyant sur ce même article 1401, qui dispose que les biens sont propres lorsque le donataire en a manifesté l'intention, décide que la créance reste propre à la femme bénéficiaire ; la volonté, en effet, du mari résulte suffisamment des termes de l'acte et de l'ensemble des faits : « Attendu qu'aux termes de l'article 1401 du Code civil, les donations mobilières entrent dans la communauté, si le donateur n'a exprimé le contraire ; que la volonté du donateur à cet égard n'a pas besoin d'être exprimée en termes sacramentels, qu'elle peut résulter soit de l'ensemble des clauses de l'acte, soit de la nature même de l'objet donné (1). »

Cette manière de voir de la jurisprudence nous paraît cependant contestable. Si la loi n'exige pas de termes sacramentels pour proclamer la volonté de faire une propre, elle exclut toute manifestation de volonté tacite. Le donateur qui veut déroger à la loi doit exprimer formellement son intention. Seulement il est

(1) Cassat. 10 nov. 1879. D. P. 1880. 1, 175. s. 80, 1, 337.

facile de remédier à cette conséquence de l'article 1401. Les biens restant propres quand le donateur en a fait une condition de la donation, il est facile d'insérer cette clause dans le contrat d'assurance, à côté de la désignation des bénéficiaires (1).

La femme ne devra-t-elle pas au moins récompenser pour les primes qui ont été payées ? Il semble qu'on doive donner une réponse négative. Si les époux sont mariés sous le régime de la communauté légale, l'article 1409, al. 1, met à la charge de la communauté, toutes les dettes dont les époux sont grevés même antérieurement au mariage ; si les époux sont mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquets, il doit en être de même ; la communauté n'est pas, il est vrai, tenu des dettes antérieures au mariage, mais elle l'est des intérêts ou arrérages des dettes propres (article 1499, al. 3 du Code civil). Les primes à payer peuvent être considérées comme des arrérages de rente. Si la communauté les a payées, elle n'aura droit à aucune récompense (2).

2° Assurance souscrite au cours du mariage.

Lorsqu'un mari signe une police en faveur de sa femme, son intention bien évidente est de lui attribuer

(1) COUTEAU, t. II, n° 560.

(2) HERBAULT, n° 256.

un droit propre exclusif au capital assuré. Il ne veut pas grossir le patrimoine commun, mais il veut augmenter sa fortune personnelle, et lui constituer un bien indépendant qui la placera à l'abri de la misère, et contribuera à faciliter l'établissement des enfants.

Faisant une application rationnelle des principes que nous avons adoptés, relativement à l'assurance sur la vie au profit d'un tiers, nous dirons que le mari stipulant en faveur de sa femme, confère à celle-ci une créance contre la Compagnie, créance qui bien qu'affectée d'un terme incertain n'en compte pas moins hic et nunc dans son patrimoine.

Ce capital, objet de la stipulation, fera-t-il partie de la communauté, ou sera-t-il recueilli comme valeur propre par la bénéficiaire ? La controverse est vive, surtout à raison des conséquences de la solution.

Si le droit au capital assuré fait partie de la communauté, la femme ne pourra en rien recueillir, si elle renonce ; si elle accepte, elle n'en recevra que la moitié, ou la totalité, mais à condition de l'imputer sur sa part dans la masse commune. Enfin, elle ne pourra en toucher le montant, que lorsque les créanciers de la communauté seront désintéressés.

La créance appartient-elle au contraire en propre à la femme, aucune de ces conséquences ne se produira. Même renonçante, elle pourra en réclamer le bénéfice, et elle en aura la totalité sans être tenue de l'imputer

sur sa part dans l'actif commun, et sans subir le concours des créanciers du mari et de la communauté.

L'intention bien évidente du mari, lorsqu'il contracte une assurance sur la vie au profit de sa femme est de lui constituer une fortune personnelle et de pouvoir la garantir ainsi contre les risques de mauvaises affaires. Les règles du contrat de mariage et de la communauté vont-ils lui permettre d'atteindre ces résultats ? Il semble que d'après les principes du Code civil, le capital assuré doit tomber dans le patrimoine commun. D'une part, en effet, l'article 1401 du Code civil décide que toutes les créances acquises pendant la communauté font partie de l'actif commun ; d'autre part, l'article 1395 interdit tout changement au régime matrimonial après la célébration du mariage.

Ces difficultés ne se présenteront pas, si l'on accepte la théorie proposée par M. Thaller, pour expliquer les effets de l'assurance au profit d'un tiers. Le stipulant acquiert contre la Compagnie, une action par laquelle l'assureur se trouvera obligé d'offrir au bénéficiaire le montant du capital assuré. A son décès, l'assureur devra donc faire des offres au bénéficiaire, et c'est seulement lorsque ce dernier les aura acceptées que s'établira entre l'assureur et le tiers un rapport contractuel. La créance n'apparaissant qu'après la dissolution de la communauté n'a jamais pu faire

partie de l'actif commun. Lorsque nous avons étudié la théorie de M. Thaller, nous avons exposé les critiques dont elle est susceptible ; il est donc inutile de répéter ici les raisons qui nous l'ont fait rejeter.

Certains auteurs, pour concilier les exigences des articles 1401 et 1395 du Code civil, avec l'intention du stipulant ont proposé de voir dans le contrat d'assurance, une donation faite par le mari à la femme. Le mari, en désignant sa femme comme bénéficiaire exclusive de l'assurance, la constitue donataire de sa part dans la communauté, « la femme acceptante, dit M. Bazenet (1), recueillera donc le capital assuré, pour moitié à titre de donataire du mari, pour moitié à titre de co-partageante du fonds commun ». « Le mari, déclare à son tour M. Levillain (2), donne à sa femme l'émolument à percevoir dans son intégralité au cas de renonciation, pour la quote-part à laquelle il aura droit en cas d'acceptation, et comme la libéralité revêt les caractères d'une donation entre vifs, elle confère à la femme, le droit de recueillir à l'exclusion des créanciers pour le tout dans le premier cas, pour la moitié afférente au mari dans le deuxième, car ce n'est alors que cette moitié qu'elle recueille comme donataire, l'autre moitié lui appartient comme copartageante et reste le gage de ses créanciers. »

(1) BAZENET, p. 65.

(2) Note au D. P. 1879, 2, 25.

Ce système entraîne une conséquence fort grave qui suffit à elle seule à le faire rejeter. La femme vient en effet en concours avec les créanciers de la communauté pour le montant du capital assuré, dans tous les cas, ce dernier étant recueilli soit en totalité, soit en partie, à titre de libéralité, il y aura lieu de faire application des règles relatives au calcul de la quotité disponible et de la réserve.

Il nous semble cependant qu'il soit possible de donner satisfaction à la volonté des contractants, c'est-à-dire attribuer à la femme l'émolument total de l'assurance, sans violer aucun des principes du Code civil, en matière de communauté. D'une part, la femme bénéficiaire a acquis, par application de l'article 1121 du Code civil, un droit personnel et direct contre la Compagnie, droit qui, par l'effet rétroactif de l'acceptation, s'est fixé de suite sur sa tête, sans passer dans le patrimoine du mari, ni dans celui de la communauté. D'autre part, il n'est pas douteux que le mari a voulu gratifier sa femme exclusivement et par conséquent ne pas faire tomber le droit au capital assuré dans la communauté. « Refuser à la femme la faculté d'acquérir, *jure proprio*, c'est supprimer la disposition du Code civil, qui permet au mari de disposer au profit de sa femme, pendant le mariage, des effets mobiliers de la communauté ; le mari a le droit, au cours du mariage, de

prendre des valeurs de la communauté dans les limites de son droit de copropriété et d'en gratifier un tiers ; on ne voit pas pour quel motif, la femme pourrait être moins bien traitée... (1). » Quant à l'article 1395, il n'y a pas à le faire intervenir ici. Rien n'est changé aux conventions matrimoniales. Le capital assuré appartient au conjoint personnellement comme à tout bénéficiaire désigné, comme s'il lui venait d'un étranger. Il ne tombe donc pas dans la communauté, et est la propriété du bénéficiaire.

Autrefois, la jurisprudence était très incertaine sur cette question de l'assurance contractée par le mari au profit de la femme. Cela tenait à ce qu'elle n'était pas ferme sur les effets de l'assurance contractée pour autrui en général. La tendance dominante cependant est de reconnaître à la femme nommément désignée, un droit personnel et exclusif au capital assuré. Un arrêt de la Cour de Caen, du 14 mars 1876 (2), décide que « le capital stipulé en cas de décès par l'assuré au profit de la femme qui a accepté, est réputé avoir appartenu à la bénéficiaire, rétroactivement, à partir du jour du contrat, et n'avoir jamais fait partie de l'avoir du stipulant. Dès lors, en cas de faillite, les créanciers n'y ont aucun droit ».

(1) LEFORT, t. II, p. 358.

(2) D. P. 1877, 2, 131. s, 1877, 2, 332. Dans le même sens. Trib. Abbeville, 24 mars 1874. D. P. 74, 5, 205.

A l'heure actuelle, la jurisprudence est définitivement fixée dans ce sens. En cas d'assurance contractée par le mari, au profit de sa femme, celle-ci doit seule profiter de l'assurance ; elle recueille à juste titre par application de l'article 1422 du Code civil le capital assuré, *jure proprio*, et sans que la créance contre la Compagnie puisse être considérée comme ayant fait partie de l'actif de la communauté (1).

Nous avons envisagé jusqu'à présent le cas de deux époux mariés sous le régime de communauté légale, à plus forte raison doit-on donner la même solution au cas de communauté réduite aux acquets, puisque d'après l'article 1498 du Code civil les acquisitions à titre gratuit, mobilières ou immobilières, faites pendant le mariage, constituent des propres.

Si la femme recueille le montant intégral du capital assuré, ne devra-t-elle pas tout au moins récompense pour les primes qui ont été payées avec les revenus de la communauté ?

Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point. M. Levillain résume ainsi les différentes opinions : « Suivant certains auteurs la femme doit récompense à la communauté, à moins toutefois que son mari ne

(1) Cassat. 2 mars 1881. D. P. 1882, 1, 97, s. 1881, 1, 145. Cassat. 16 juin 1890. D. P. 1890, 1, 291. Trib. civ. Fontainebleau, 2 février 1893. Rec. pér. des assur. 1893, 348. Amiens, 18 mai 1897. D. P. 1898, 2, 369. Bordeaux, 10 avril 1906. D. P. 1906, 2, 305.

l'en ait dispensée et n'ait marqué d'une façon non équivoque l'intention de l'en dispenser (Méline, *Revue du notariat*, novembre 1873, p. 803). Suivant d'autres, il faudrait distinguer selon que les primes ont été payées sur les revenus ou avec les capitaux de la communauté, la récompense ne serait due que dans le second cas, ne le serait pas dans le premier (De Caqueray, *Revue pratique*, t. 16, p. 202). Nous croyons, pour notre part, qu'aucune récompense ne serait due (1). »

Lorsqu'aux paragraphes précédents, nous avons étudié les effets de la clause bénéficiaire par rapport aux créanciers et aux héritiers, nous avons vu qu'il fallait distinguer suivant que les primes étaient prises sur les revenus ou sur les capitaux, et que ce n'est que si elles sont prises sur les capitaux que ceux-ci étaient tenus de les rapporter. Ne devons-nous pas admettre la même solution ici et dire que la communauté ne peut exiger la restitution des primes que suivant les circonstances. Cette manière de voir est soutenue par quelques auteurs (2) qui s'appuient sur cette idée, que les revenus, s'ils n'avaient pas servi à alimenter l'assurance, eussent été dépensés autrement et les ayants-droits de la communauté ne les auraient pas trouvés au partage. Et d'ailleurs, l'ar-

(1) Note au D. P. 1879, 2, 25, sous arrêt de Paris, 4 juin 1878.

(2) DE CAQUERAYE. — *Revue pratique*, t. XVI, p. 202. — DE FOLLEVILLE, note dans HERBAULT, p. 228.

ticle 1409, al. 4, semble confirmer leur opinion. Cet article met à la charge de la communauté l'entretien des immeubles propres ; il n'y a pas lieu dans ce cas à récompense, parce que l'entretien est censé pris sur les revenus. Cet argument n'a rien de concluant ; car si les réparations d'entretien ne donnent pas lieu à récompense, ce n'est pas parce qu'elles sont prises sur les revenus, mais bien parce que la communauté qui en a la jouissance doit aussi en avoir la charge. Or, au cas particulier qui nous occupe, la communauté n'a pas la jouissance du capital assuré.

D'autres auteurs, s'appuyant sur l'article 1437 du Code civil, soutiennent que la femme doit récompense dans tous les cas (1). L'article 1437 décide, en effet, que toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme, toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens communs, une récompense est due ; il suffit que l'un des époux ait amélioré sa fortune personnelle aux dépens de l'actif commun ; il n'y a pas à distinguer s'il l'a fait avec les revenus de la communauté ou avec les capitaux. Seulement toutes les fois qu'il sera établi que le mari a voulu exonérer sa femme de cette charge en lui faisant don des primes, elle sera dispensée de les rapporter à la communauté.

(1) MÉLINE. — Revue du notariat et de l'enregistrement, 1873, p. 803.

Adopter cette opinion, c'est faire produire à l'assurance sur la vie un résultat absolument contraire à celui que le stipulant a en vue. Lorsque le mari contracte au profit de sa femme, il veut la faire bénéficier de l'intégralité du capital assuré et non pas seulement de la différence entre le capital de l'assurance et le montant des primes payées au cours du mariage. Il semble donc qu'il faille admettre la solution contraire et décider que jamais la femme ne doit récompense des primes, sauf en cas d'une volonté formellement exprimée par le mari (1).

Vu :

Le Président de l'acte public,

E. BINET.

Vu :

Nancy, le 15 décembre 1910.

Le Doyen,

E. BINET.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 16 décembre 1910.

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

(1) LEFORT, t. II, p. 365. Paris, 5 mars 1886. Journ. assur. 1886, 269. Douai, 14 février 1887, s. 1888, 2, 49. Bourges, 7 mai 1888. s. 1889, 2, 16.

ART. 63. Projet de loi de 1904 « Aucune récompense n'est due à raison des primes payées par elle sauf dans le cas spécifié à l'article 60, deuxième alinéa ».

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 4^e édition.
- BAZENET. — De l'assurance sur la vie contractée par l'un des époux au profit de l'autre. Paris, 1888.
- COULAZOU. — De la stipulation pour autrui dans l'assurance sur la vie. Montpellier, 1891.
- COUTEAU. — Traité des assurances sur la vie. Paris, 1884.
- EMELIN. — Manuel de l'assuré. Paris, 1883.
- HERBAULT. — Traité des assurances sur la vie, revu et publié par M. de Folleville. Paris, 1877.
- LAMBERT. — Du contrat en faveur de tiers. Paris, 1893.
- LEFORT. — Traité du contrat d'assurance sur la vie. Paris, 1897.
- MONTLUC (DE). — Des assurances sur la vie dans leur rapport avec les principes du droit civil, du droit commercial et les lois de l'enregistrement. Paris, 1870.

SALIELLES.— Théorie générale de l'obligation, d'après le projet de Code civil allemand. Paris, 1901.

WORMS. — De la volonté unilatérale considérée comme source d'obligations. Thèse de doctorat, Paris, 1891.

PERIODIQUES

DALLOZ. — Jurisprudence.

Répertoire et supplément.

Journal des assurances.

Journal officiel. — Documents parlementaires.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue du notariat et de l'enregistrement.

SIREY. — Recueil des lois et arrêts.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Nature juridique de la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé.....	11
§ I. Théorie de la stipulation pour autrui.....	18
1. Première analyse de la stipulation pour autrui donnée par la jurisprudence.....	31
2. Deuxième analyse de la stipulation pour autrui.....	37
§ II. Théorie de l'offre.....	43
§ III. Théorie de l'obligation alternative.....	48
§ IV. Théorie de l'engagement unilatéral.....	52
§ V. Théorie de la gestion d'affaires.....	56
CHAPITRE DEUXIÈME. — Effet de la clause bénéficiaire au profit d'un tiers déterminé.....	65
Section I. Effet à l'égard du bénéficiaire.....	67
Section II. Effet à l'égard des tiers.....	74
§ I. Droit des créanciers.....	75
1. L'assuré est en déconfiture.....	76
2. L'assuré est en état de faillite.....	79
§ II. Droit des héritiers.....	92
§ III. Droit des époux.....	103
1. Assurance antérieure au mariage.....	105
2. Assurance souscrite au cours du mariage.....	107
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	117

